

APEFE



# Rapport d'activités 2019

Avec le soutien de :



**Belgique**  
partenaire du développement



## AVANT-PROPOS

Les activités de l'APEFE sont structurées, de manière forte, autour du programme financé par la Direction générale du Développement du Service Public Fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et coopération au développement. Le programme actuel, d'une durée de 5 ans, de 2017 à 2021, constitue une colonne vertébrale pour la stratégie de l'association, non seulement en termes de projets de développement, mais aussi en termes d'apprentissage et de professionnalisation. Il est en quelque sorte le socle de référence sur lequel sont éprouvés les différents instruments construits et développés au profit du développement durable. Parmi ceux-ci, l'évaluation est primordiale. L'APEFE a consacré une part importante de cette année 2019 à améliorer sa politique, sa stratégie et ses pratiques dans ce domaine. Pour ce faire, elle a profité du cadre imposé par la certification des systèmes d'évaluation des acteurs de la coopération non gouvernementale, tracé par le Service de l'Évaluation Spéciale de la coopération fédérale. Son système d'évaluation a, ainsi, été certifié en juillet 2019 en marquant une nouvelle étape dans son parcours d'apprentissage.

En 2019, il ne s'agissait pas seulement d'obtenir cette certification, nécessaire pour l'avenir, mais aussi de mettre en pratique ce professionnalisme formalisé au travers des évaluations à mi-parcours des programmes financés par la DGD. Tous les programmes ont donc été analysés. Les conclusions des différents rapports sont en général positives tout en indiquant des axes d'amélioration pour optimiser les résultats.

Cette évocation ne doit pas occulter les autres partenariats qui permettent à l'APEFE d'accroître son efficacité tout en contribuant au développement de synergies fortes et de complémentarités porteuses de cohérence. Ainsi le rapport qui suit met en lumière dans une de ses fiches tous les partenaires qui travaillent avec l'APEFE au premier rang desquels Wallonie Bruxelles International qui outre une contribution au fonctionnement de la structure apporte aussi des financements à divers programmes comme en Haïti, au Burkina Faso ou encore au Maroc, en cohérence avec les programmes de travail issu des Commissions mixtes. Je souligne aussi un partenariat noué de longue date avec Enabel mais qui a connu

un aboutissement important en fin d'année avec la signature d'une convention de subside pour la mise en œuvre, au Maroc, d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes. Ce sont là deux exemples ; je vous laisse découvrir les autres dans ce qui suit.

En parcourant ce rapport, vous pourrez constater que 2019 a aussi été une année riche en résultats concrets. Derrière ces résultats, il y a des hommes et des femmes et nous avons souhaité leur donner largement la parole. Pour chaque programme, un ou une bénéficiaire témoigne de ce qui a changé dans son quotidien. Le développement ce sont d'abord des femmes et des hommes qui ont décidé de prendre leur destin en main et de construire, ensemble, un monde juste et durable.

Je vous souhaite une bonne lecture.



**Pascale Delcomminette**  
Administratrice déléguée



L'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE) est une association sans but lucratif active depuis 1976 dans les pays en émergence. A travers ses activités, l'APEFE met en œuvre des programmes ayant pour objectif général la lutte contre la pauvreté par le renforcement des capacités individuelles, organisationnelles et institutionnelles. Elle se focalise notamment sur le secteur de la formation technique et professionnelle (FTP) au sens large en incluant l'entrepreneuriat.

Elle collabore à la mise en œuvre des politiques sectorielles dans 10 pays : Belgique, Bénin, Maroc, Palestine, Burkina Faso, Sénégal, Burundi, Rwanda, Haïti et Belgique. Elle s'inscrit pleinement dans la dynamique impulsée par les Objectifs de Développement Durable (ODD).

En tant qu'agence de coopération internationale intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, l'APEFE fournit, depuis nombre d'années, un accompagnement technique au renforcement des capacités de ses partenaires du Sud.

L'APEFE est financée par l'état fédéral belge sur base d'un programme pluriannuel de coopération au développement suivi par la Direction Générale au Développement et Aide Humanitaire (DGD), ainsi que par Wallonie-Bruxelles International (WBI), l'Union Européenne et L'Agence Belge au Développement (Enabel).

La **direction de l'APEFE** est assurée par une Administratrice déléguée assistée par un Directeur et un Responsable administratif et financier.

Le **service administration et finance** fournit au quotidien à la direction les éléments nécessaires au pilotage et effectue toutes les tâches administratives, financière, budgétaire et comptable, en ce compris la gestion du personnel.

Le **département « programmes pays »** est composé de cinq chargés de mission. Ceux-ci travaillent au siège à Bruxelles et réalisent de fréquentes missions internationales dans les pays dont ils sont en charge.

Au siège, ils défendent les directions stratégiques, opérationnelles et tactiques prises, avec leur accord, par le programme.

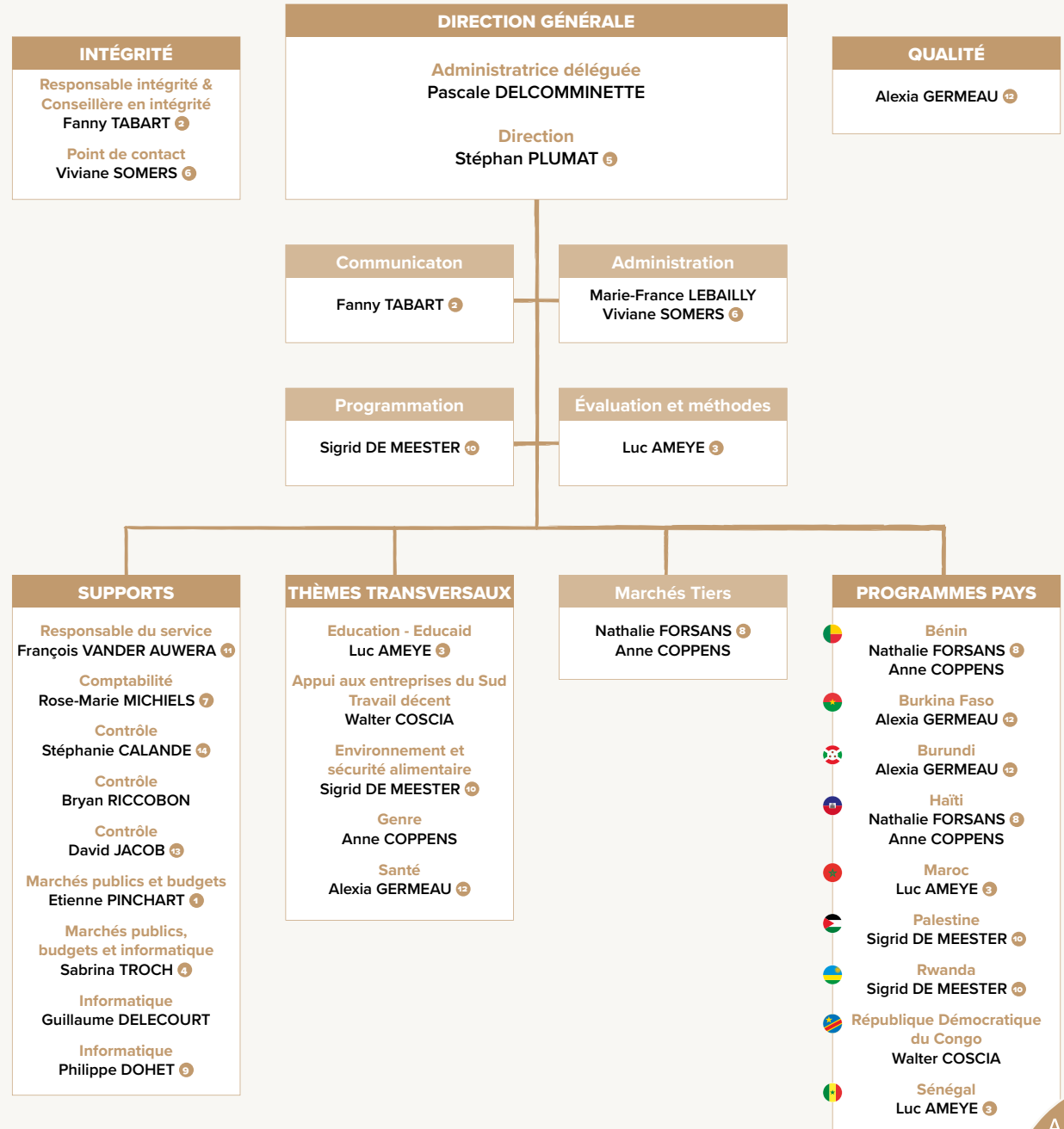
Sur le terrain, ils soutiennent les décisions du siège. Ces dernières sont arrêtées sur base de leurs avis, analyses et recommandations, en accord avec la direction. Ils apportent ainsi tout leur appui à la bonne application des programmes. En relation constante avec les équipes des programmes mis en œuvre dans la région dont ils ont la responsabilité, ils assurent le suivi des activités programmées.

Ils assurent pour la direction, le suivi quotidien des programmes pour en garantir la qualité. Par pays, ils sont l'interface de l'APEFE avec leurs homologues géographiques de la DGD. Enfin ils développent une vision stratégique dynamique à long termes en y associant tant les équipes locales que tous les partenaires effectifs et potentiels de l'association.

L'équipe pilote également différents **thèmes transversaux** comme le suivi et l'évaluation, les méthodes, la formulation des nouveaux programmes, l'éducation, la santé, la qualité, la recherche de financement alternatif, la gestion des risques, le genre, le secteur privé, l'environnement, l'intégrité, la gestion de la connaissance.

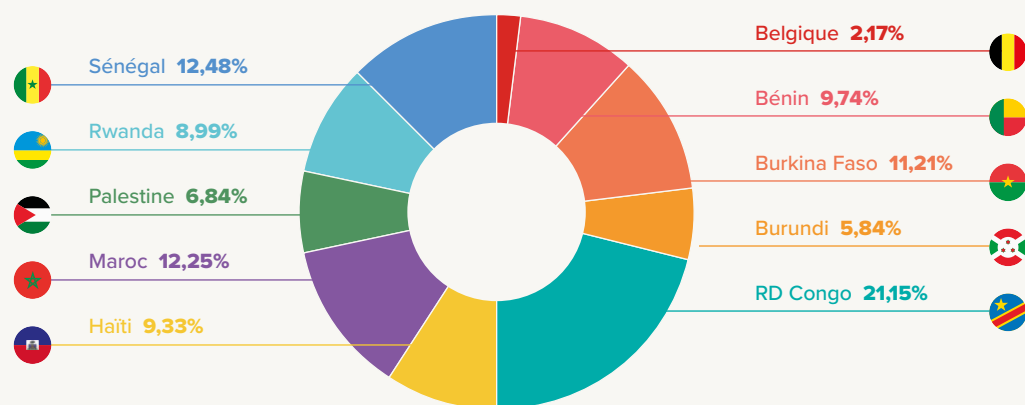
Le **service informatique** permet la création et le bon fonctionnement des multiples programmes tels que celui de gestion financière, de gestion des risques ou encore le site internet.

Le **service communication** a pour rôle de valoriser l'image de l'APEFE à l'extérieur via la rédaction du rapport d'activités annuel et la diffusion d'informations sur le site internet, les réseaux sociaux et la presse écrite, afin de garantir un maximum de transparence envers les partenaires et les bailleurs de fonds. Il travaille en collaboration avec les différents chargés de communication localisés dans les bureaux de l'APEFE à l'étranger, avec pour objectif la garantie d'assurer le plus d'informations en temps réel et avec les différentes presses locales (radio, TV, presse écrite, etc.). Au-delà de la communication, il assure la coordination des relations publiques de l'association.

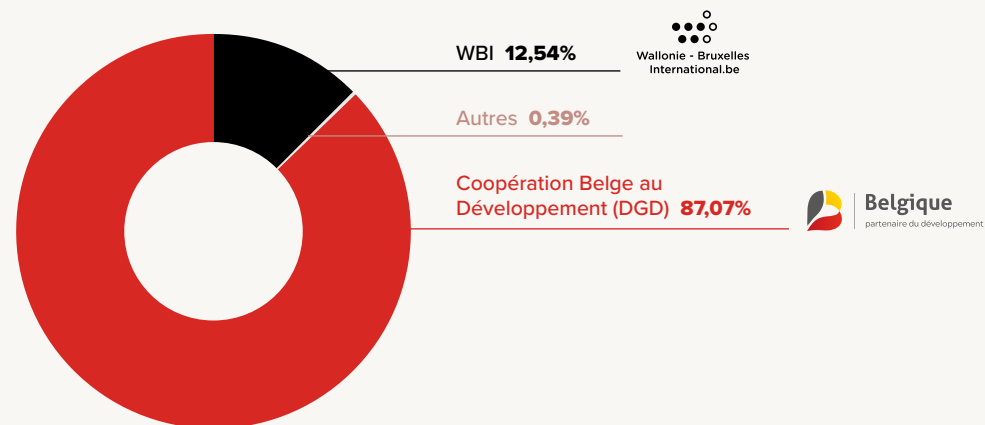


## Revenus et dépenses 2019

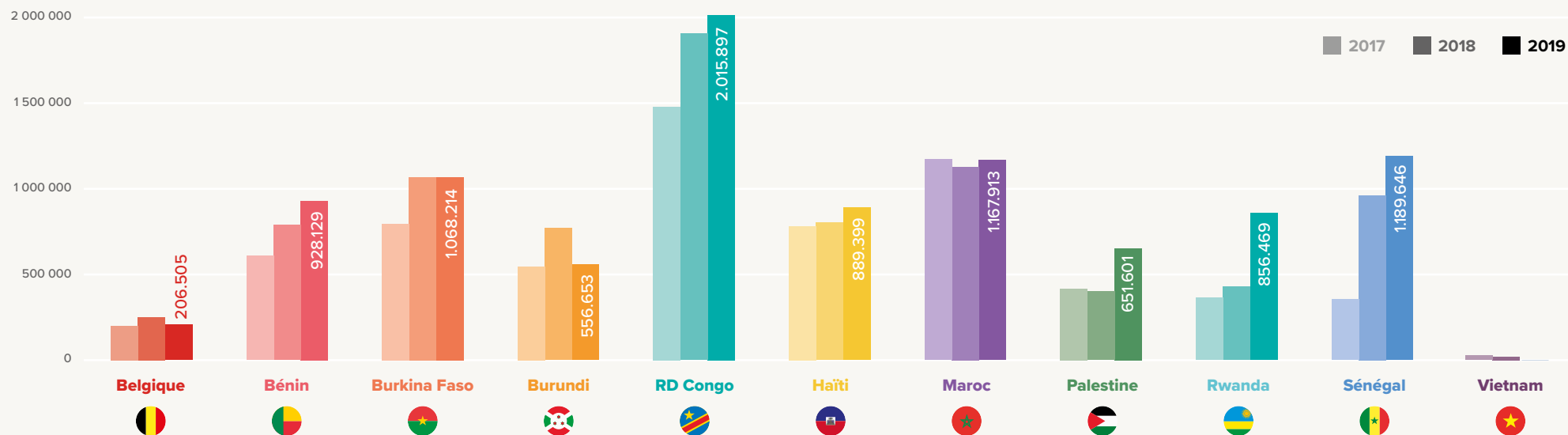
### RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR PAYS 2019 TOUTS FINANCEMENTS CONFONDUS



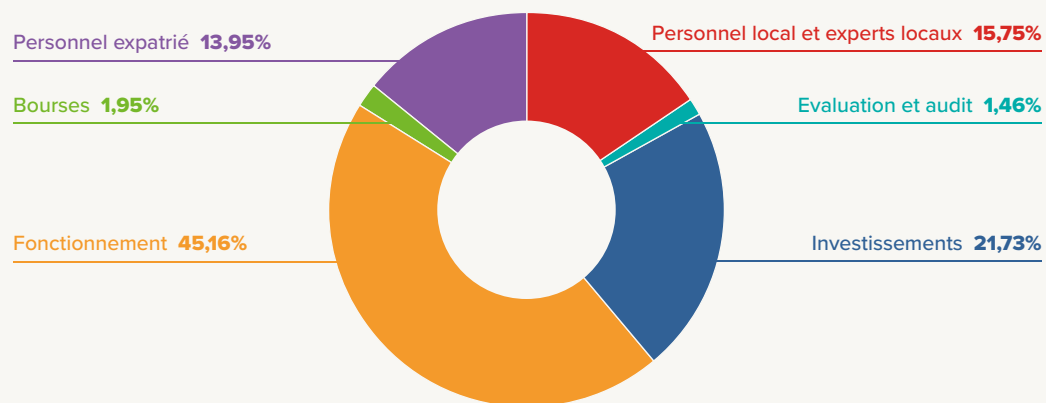
### PARTS SUBSIDES 2019



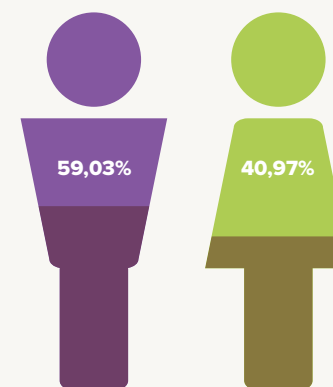
### COMPARAISON DES TENDANCES 2017, 2018 ET 2019 EN € TOUTS FINANCEMENTS CONFONDUS



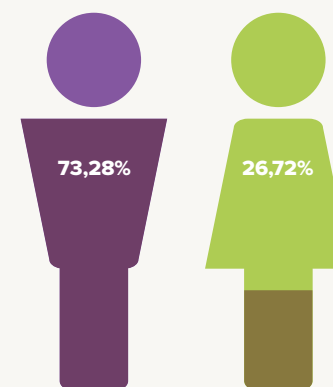
## RÉPARTITION DES DÉPENSES MISSIONS PAR CENTRE DE FRAIS EN 2019 TOUS FINANCEMENTS CONFONDUS



## PARITÉ HOMME/FEMME DES EFFECTIFS AU SIÈGE EN 2019 (au 31.12.2019)



## PARITÉ HOMME/FEMMES DES INTERVENANTS LOCAUX TOUS STATUTS CONFONDUS (au 31.12.2019)



Depuis le 30 avril 2017, l'APEFE se doit de publier en ligne ses projets sur le site « International Aid Transparency Initiative » (IATI). C'est une obligation qui a été imposée par l'Arrêté Royal pour toutes les organisations travaillant dans la coopération technique au développement.

IATI est un registre de données sur les activités de coopération au développement, destinée à être utilisée par l'ensemble des organisations en développement, y compris les donateurs gouvernementaux, les organisations du secteur privé et les ONG internationales.

Pour consulter les projets de l'APEFE, vous pouvez vous connecter soit directement sur le site d'IATI ([www.iatiregistry.org](http://www.iatiregistry.org)) soit via le site : [www.d-portal.org](http://www.d-portal.org)

Le site d-portal fournit les informations par pays ou par éditeur sur les activités de développement et les budgets publiés dans le cadre de l'IATI. Pour chaque éditeur, on y trouve la liste des projets actifs, la localisation des projets en cours, la répartition par secteurs d'activités et bien d'autres informations.



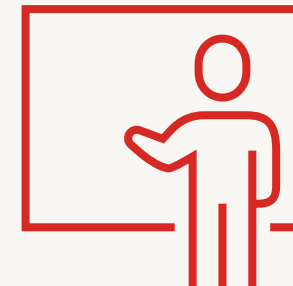


Les acteurs belges actifs dans le secteur de l'éducation et de la formation dans la coopération au développement créent un contexte (politique) dans le but d'améliorer les interventions d'éducation dans les pays partenaires.

## Plateforme belge pour l'éducation et la formation dans la coopération au développement



**Educaid.be** est une plateforme ouverte à des organisations, institutions et individus qui sont actifs dans le secteur de l'éducation ou de la formation au sein de la coopération belge au développement. Les membres représentent un large éventail de personnes et de structures privées ou publiques qui sont intéressées par les objectifs de la plateforme et veulent aider à les réaliser.



### CHIFFRES CLÉS



**1** conférence



**2** séminaires-déjeuner



**1** sondage d'appréciation des membres



**2** ateliers



**1** réunion des membres



**3** publications



**1** événement politique



**7** groupes de projet





Conférence annuelle 2019

## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ **Conférence annuelle** « Éducation et déplacement », sur les défis et les approches pour fournir une éducation de qualité aux réfugiés et aux personnes déplacées dans les pays en développement.
- ✓ **Séminaire** « Éducation et éveil du jeune enfant: un enjeu universel », organisé avec Plan International Belgique, pour le renforcement de la prise en compte l'éducation et l'éveil du jeune enfant par la coopération belge.
- ✓ **Séminaire** « Méthodes et outils d'identification et/ou d'adaptation des compétences, filières et métiers porteurs », lors duquel deux experts internationaux ont présenté différents outils et méthodes d'analyse et d'évaluation du marché du travail existants.
- ✓ **Séminaire-déjeuner** « Gender and Education in Rwanda: How FAWE Rwanda works towards the improvement of education for all girls ».
- ✓ **Séminaire-déjeuner** « Multilingualism: more than a focus on languages ».
- ✓ **Fiche méthodologique** « Comment mieux intégrer les questions environnementales et climatiques dans les programmes d'éducation et de formation ? »
- ✓ **Publication** « Digital for Education (D4E), Ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all in a digital era »
- ✓ Collaboration avec Le Monde selon les Femmes pour la **publication** « Essentiel du Genre 16 : L'apprentissage du genre. Pour une éducation non sexiste et égalitaire » (finalisé en décembre, imprimé en février 2020)
- ✓ Présentation du **Mémoire** « Placer l'éducation au cœur de la coopération belge au développement » en présence de représentants de différents partis politiques.
- ✓ Suivi et soutien au **plaidoyer** pour l'éducation au niveau international dans le cadre de l'adhésion de la plateforme à la campagne mondiale pour l'éducation.



## LEÇONS APPRIS

- ! Confirmation que l'expertise externe est indispensable pour alimenter le travail de la plateforme. Ceci est le cas de façon transversale dans notre travail. Outre la conférence annuelle, deux exemples concrets en 2019 peuvent être pointés :
  - ➔ La fiche méthodologique « Comment mieux intégrer les questions environnementales et climatiques dans les programmes d'éducation et de formation ? », qui a été inspirée par l'Outil d'Intégration Environnementale (OIE) de Louvain Coopération qui a aussi contribué à améliorer la fiche.
  - ➔ L'invitation de deux experts internationaux dans le cadre des travaux du groupe de travail EFTP (éducation et formation technique et professionnelle), au sujet des méthodes et outils d'identification et/ou d'adaptation des compétences, filières et métiers porteurs.



## PARTENAIRES

Les partenaires sont en premier lieu l'APEFE et la VVOB, qui hébergent et cofinancent la plateforme. Par ailleurs, les partenaires de la plateforme en sont aussi les groupes-cibles : 48 organisations qui sont impliquées de façon plus ou moins active, par le biais du Comité de pilotage ou des groupes de projet. Ensemble, ils portent la plateforme.



Luc Ameye, Vice-Président d'Educaid.be au nom de l'APEFE et coordonnateur du groupe de projet FPT

## COORDONNÉES DU BUREAU

**MAARTJE HOUBRECHTS**  
Coordinatrice

s/c VVOB  
Place Julien Dillens 1, 2A  
1060 Bruxelles

T +32 2 209 07 88

www.educaid.be  
www.facebook.com/Educaidbe  
@Educaid\_be



Renforcer les compétences techniques des professionnels de la santé (sages-femmes, infirmiers, kinésithérapeutes, techniciens sanitaires, techniciens en génie biomédical) à travers les programmes de formation initiale et la formation continue.



Élèves aides-soignants de l'École de Formation Médico-sociale de Parakou, école de l'enseignement technique et professionnelle

La disponibilité de ressources humaines santé qualifiées et compétentes pour assurer des soins paramédicaux de qualité, avec une attention particulière aux personnes vulnérables (femmes, personnes en situation de handicap), ainsi qu'une maintenance biomédicale et hospitalière adéquate, est améliorée, en adéquation avec les besoins du marché du travail.

#### BÉNÉFICIAIRES

À travers le renforcement des capacités professionnelles des enseignants dans cinq établissements de formation et du personnel encadrant dans les structures hospitalières qui accueillent les étudiants-stagiaires, les bénéficiaires de l'intervention sont les élèves et étudiants des cinq établissements appuyés soit environ 1.855 élèves et étudiants. Ainsi que les populations béninoises qui fréquentent les hôpitaux et les centres de santé et qui bénéficieront de soins de santé de meilleure qualité.

Les 5 établissements bénéficiaires sont :

- l'Institut National Médico-Sanitaire (INMeS) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers;
- l'École Supérieure de Kinésithérapie (ESK) qui forme des kinésithérapeutes;
- l'École Polytechnique d'Abomey Calavi (EPAC) qui forme des techniciens en maintenance biomédicale;
- l'Institut de Formation aux Soins Infirmiers et Obstétricaux (IFSIO) qui forme des sages-femmes et infirmières.iers;
- l'École de Formation médico-sociale (EFMS) de Parakou qui forme des aides-soignantes, des assistantes sociales et des techniciens sanitaires.



#### CHIFFRES CLÉS



**2** référentiels Assurance Qualité, sur le modèle des référentiels CAMES, ont été conçus pour l'ESK et pour l'EPAC, avec l'assistance du programme APEFE. Les deux établissements d'enseignement supérieur pourront utiliser ces outils pour procéder à leur auto-évaluation.



**23** modules de formation continue ont été élaborés. **1** module environnement et **1** module genre ont été conçus et sont prêts à l'usage.



**60%** des enseignants l'ESK, l'EFMS, l'IFSIO, l'EPAC ont amélioré leurs compétences pédagogiques par un coaching en : pédagogie active, approche basée sur les compétences, animation de séquence d'apprentissage en laboratoire, utilisation pédagogique des TICE.



**75%** des encadreurs de stage des étudiants issus de l'IFSIO, EPAC, EFMS et ESK, qui ont bénéficié des activités de formation continue, ont amélioré leurs compétences.



**99** infirmières et sages-femmes, **85** kinésithérapeutes, **206** aides-soignants, **94** techniciens supérieurs en maintenance bio médicale ont reçu leur attestation de formation après avoir suivi un programme de formation continue.



#### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS

L'action APEFE au Bénin repose sur des activités récurrentes dont les contenus sont déclinés plus précisément dans des termes de référence en fonction des thématiques ciblées.

En 2019, le programme a poursuivi ses activités génériques :

- formation continue des agents de santé en poste dans les structures hospitalières ;
- formation continue des enseignants des établissements d'enseignement supérieur (ESK – IFSIO – INMES – EPAC) et de l'enseignement technique secondaire (EFMS) ;
- formulation de référentiels d'assurance qualité inspirés par les modèles du CAMES.





Première cohorte de sages-femmes, sortie de l'Institut de Formation en sciences infirmières et obstétriques de l'université de Parakou, Bénin en mars 2019



## PARTENAIRES

- Le Ministère de la Santé (MS) conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière de santé conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et politique du gouvernement.
- Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique conçoit et met en œuvre la politique de l'État en matière d'enseignement supérieur et de recherche conformément aux lois et règlements en vigueur au Bénin ainsi qu'à la vision et la politique du Gouvernement.
- Le Ministère des Enseignements secondaire, technique et professionnel (MESTP) conçoit et met en œuvre la politique nationale en matière d'enseignement secondaire, technique et professionnel.

Séminaire sur la recherche en sciences obstétriques, organisé par l'Institut de formation en sciences infirmières et obstétriques de l'Université de Parakou avec le soutien de l'APEFE, avec la participation des sages-femmes des hôpitaux publics de Parakou, décembre 2019.



Journée d'information, au bénéfice des étudiants de l'École de Formation Médico-sociale de Parakou, sur le danger des grossesses en milieu scolaire, soutenue par l'APEFE, en présence de madame Clotilde GANVO, de l'université de Parakou, présidente de Tolérance zéro au mariage des enfants et madame Marie-Thérèse BENEDICTA ALOWAKINO, présidente de la Fondation des jeunes amazones du Bénin, ainsi que des enseignantes et enseignants de l'école. Juin 2019

5 jeunes étudiants infirmiers de l'IFSIO en stage en milieu rural, supervisés par leurs enseignants. Juillet 2019



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**Olga KOUDJOUME,**  
Assistante technique nationale sur le programme APEFE

*En vue d'améliorer la gestion des dispositifs médicaux au Bénin, le Ministère de la Santé a sollicité auprès de l'APEFE un appui technique et financier pour élaborer une nomenclature nationale unique des dispositifs médicaux. L'objectif poursuivi était que chaque équipement médical utilisé dans une structure hospitalière soit dénommé et référencé de la même manière, dans toutes les structures hospitalières du Bénin. Jusqu'alors, l'inexistence d'une telle nomenclature entraînait l'utilisation de plusieurs dénominations, ce qui perturbait grandement la bonne gestion des équipements, surtout lors des inventaires. Pour faciliter cette utilisation, le Bénin devait se doter d'une nomenclature nationale basée sur un même vocabulaire, appelé à être partagé uniformément par tous les techniciens de maintenance. Les objectifs assignés à cette activité étaient de pouvoir se référer à une seule nomenclature tant à l'acquisition et que dans l'utilisation ; d'assurer une meilleure gestion des inventaires; de sécuriser les équipements; de faciliter la formulation du plan pluriannuel d'acquisition et de gestion des équipements; et d'améliorer au final la maintenance des équipements biomédicaux.*

## LEÇONS APPRIS

L'efficacité de l'intervention repose pour une grande part sur le choix d'un nombre limité d'activités reconduites (formation - atelier d'élaboration de documents intellectuels - renforcement des capacités matérielles - non-intervention dans les coûts structurels..) ainsi que sur la forte implication des partenaires dans les travaux d'élaboration des activités, ce qui est rendu possible par la nature même des partenaires (établissements d'enseignement supérieur).

## COORDONNÉES DU BUREAU

**DAVID GAQUERE**  
Administrateur de programmes APEFE au Bénin

c/o Bureau APEFE - Wallonie Bruxelles  
Lot H2 Les Cocotiers / Q. Haie Vive  
01 BP 3589 Cotonou

T +229 99 25 86 52



## La gestion durable des terres, clé de la résilience des populations au Burkina Faso



Mission de suivi des activités du PRC dans la région du Centre-Nord

Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel au Burkina Faso : amélioration de la mise en œuvre de la stratégie par le renforcement des capacités organisationnelles et techniques du Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et du Changement Climatique et par une expérimentation du processus de mise en œuvre de la stratégie et de son plan d'action au niveau d'une commune pilote pour mettre à l'échelle la gestion des terres et en prenant en compte le genre.



### BÉNÉFICIAIRES

Le **Programme de renforcement des capacités/Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel** vient en appui institutionnel au Ministère de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique (MEEVCC). À travers ce dernier, ce sont les services centraux et les services déconcentrés du Ministère en charge de l'Environnement de la zone d'intervention de la Grande Muraille Verte qui sont appuyés par le programme. 4 Directions Régionales de l'Environnement bénéficient directement de l'intervention du programme, à travers le renforcement de leurs capacités techniques et opérationnelles. De manière indirecte, c'est l'ensemble de la population de la zone d'intervention qui est touchée par l'intervention soit une population estimée à 4 076 238 habitants en 2016 et plus spécifiquement les 85 % de cette population qui dépendent directement des ressources naturelles pour leur survie. Les actions de récupération des terres dégradées leur donnent des possibilités de résilience en termes de production agro-sylvo-pastorale.



### CHIFFRES CLÉS



**1** projet en appui à l'IGMVSS formulé et accepté et **15** notes conceptuelles élaborées



**9** messages radiophoniques diffusés **1 310** fois sur les radios locales



**54** membres des collectivités territoriales formés sur le genre et la gestion durable des terres



**112,5** ha de terres récupérées à l'aide des techniques des cordons pierreux et du Zaï dans la commune de Bourzanga



**130** cadres et agents de terrain formés sur la gestion durable des terres

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



En 2019, le Programme a permis sur le plan institutionnel, le renforcement des compétences des acteurs régionaux et des collectivités territoriales. Au niveau de la mobilisation des ressources, le projet Jeunesse Sahélienne pour l'Action Climatique (JESAC) dans lequel figure l'APEFE, a été accepté par l'Union Européenne. Il débutera ses activités en 2020.



Deux aspects majeurs ont été pris en compte en termes de communication : la consolidation de l'image de marque de l'IGMVSS et la communication d'influence à travers les actions de sensibilisation du grand public dans la zone d'intervention : 50 journalistes ont ainsi été formés, 9 messages socioéducatifs radiophoniques ont été diffusés 1 310 fois au profit des producteurs et 15 représentations d'une pièce de théâtre forum ont été données.



En termes de renforcement des compétences techniques, 130 agents ont pu bénéficier d'une formation sur la nouvelle loi coopérative et la production durable des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL). Au niveau de la commune pilote de Bourzanga, 112,5 ha de cordons pierreux et de Zaï ont pu être réalisés ainsi que 225 fosses fumières. 345 membres du groupement féminin ADIF ont été formés sur la fabrication du compost ainsi que l'agroécologie.

### LEÇONS APPRISSES



La nécessité d'augmenter le niveau d'appropriation du programme par les antennes régionales pour une meilleure opérationnalisation des activités. La Coordination Nationale organisera des rencontres trimestrielles élargies de ces antennes pour renforcer ainsi le suivi de la mise en œuvre des activités au niveau local. Ce rapprochement entre le niveau central et le niveau régional va davantage responsabiliser les antennes dans l'appropriation du programme et la mise en œuvre des activités.

Atelier de formation des cadres des régions de la zone d'intervention du PRC-IGMVSS.





Organisation d'une émission table ronde avec une télévision du Burkina Faso sur l'IGMVSS



Atelier de formation des antennes régionales sur le montage des projets



Atelier de planification des activités de 2019 à Koudougou



**Mariam BADINI/YAMEOGO,**  
 Coordonnatrice de l'Association Sougri-Nooma pour le Développement des Initiatives Féminines de la Commune de Bourzanga

Notre partenariat avec le projet est très fructueux, à la fois pour l'ADIF et pour la commune de Bourzanga. Grâce à ce partenariat, nous avons pu mener beaucoup d'activités de récupération des terres dégradées. L'avancée du désert est fortement ressentie dans notre zone ; ce qui fait que la récupération des terres dégradées est vitale. Cette année nous avons pu récupérer 112,5 hectares dans 15 villages, réaliser 225 fosses fumières et former 345 bénéficiaires sur la production de fumure organique et l'agroécologie. Ces activités contribuent à faire reculer le désert et augmentent le rendement des producteurs ; ce qui diminue l'insécurité alimentaire.



Photo de famille de la formation des agents sur la collectes et le traitement des données

## PARTENAIRES

Dans la dynamique de l'atteinte de ses objectifs, la CN-IGMVSS et l'APEFE, dans le cadre de ce Programme financé par la DGD, travaillent en collaboration étroite avec diverses structures : des institutions internationales et nationales, des ONG et des organisations de la société civile (OXFAM, BRODERLIJK DELEN, TRIAS, Tiipaalga, Terre Verte, Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), SOS Sahel, l'UICN et l'ONG APIL)



Ce programme est financé par l'état Burkinabé, Wallonie-Bruxelles International et la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU

- Didier WOIRIN**  
Administrateur de programme
- Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,  
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso
- M : +226 70 95 04 96  
T : +226 25 33 05 58
- d.woirin@apefe.org  
www.apefe.org  
www.igmvss-bf.net/  
https://web.facebook.com/cnigmvss.burkinafaso
- Ambassade de Belgique,  
417, Avenue KWAME N'KRUMAH  
Ouagadougou, Burkina Faso



## Rendre plus accessibles les soins de qualité en réadaptation pour les personnes victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique au Burkina Faso

Visite de l'BMMPR en construction par l'ambassade de Belgique et la DGD - mars 2019



L'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité (facteur de handicap) avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables (personnes handicapées, femmes, indigents) est amélioré au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo.



### BÉNÉFICIAIRES

#### Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation au Burkina Faso

Les victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité réversible évolue vers un handicap définitif :

- Victimes de traumatisme de la route ;
- Adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux ;
- Personnes atteintes d'affections rhumatologiques (souvent mal de dos),
- Enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale après accouchements difficiles ;
- Femmes souffrant d'incontinence urinaire sur grossesses multiples ;
- Et toutes les autres incapacités physiques.

Le-la bénéficiaire-type a 30 ans, victime d'un accident de la route avec fracture de la jambe. Il-elle a été opéré-e et a besoin de réadaptation pour que des raiders articulaires irréversibles ne s'installent pas. Il-elle travaille dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (à la campagne) et a plusieurs enfants. La réadaptation est essentielle pour qu'il/elle puisse faire vivre sa famille. Il-elle n'a pas d'assurance santé et a besoin de mécanismes de subventionnement des soins.



### CHIFFRES CLÉS



**1** Service de kinésithérapie fonctionnel dans le Centre Hospitalier Régional de Tenkodogo



**1** Centre de référence en médecine physique et réadaptation construit et équipé à Ouagadougou. Il ouvrira ses portes en 2020



**20** spécialistes de la Médecine Physique et Réadaptation formés : kinésithérapeutes, orthoprothésistes, médecins spécialistes en réadaptation



**37** spécialistes de la Médecine Physique et Réadaptation en cours de formation : kinésithérapeutes, orthoprothésistes, médecins spécialistes en réadaptation



**200** volontaires de la Croix Rouge Burkinabè formés dans la région des Cascades sur la détection des maladies incapacitantes et le référencement précoce

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Création d'un service de développement de la Médecine Physique et Réadaptation au sein du Ministère de la Santé qui a pour rôle d'assurer la gouvernance du secteur.



Avec la Croix Rouge, recensement des besoins en réadaptation via smartphone dans 200 villages des régions des Cascades.



Formation de 200 volontaires de la Croix Rouge dans la région des Cascades sur l'identification précoce du handicap, les gestes de base en réadaptation et le référencement vers les centres de réadaptation existants.



Poursuite de la formation de spécialistes en Médecine Physique et Réadaptation :

- Kinésithérapeutes de niveau licence (Ecole Supérieure de Kinésithérapie de Cotonou - Bénin), de niveau Master et doctorat (Université Catholique de Louvain en Belgique),
- Orthoprothésistes (Ecole Nationale des Auxiliaires Médicaux de Lomé -Togo)
- Médecins spécialistes en Médecine Physique et Réadaptation (Faculté de médecine d'Abidjan)



Avec l'ONG Humanité et Inclusion, création d'un service de Kinésithérapie et appareillage au Centre Hospitalier Régional de Tenkodogo dans la région du Centre Est. L'inauguration du service est prévue pour mars 2020.



Construction et l'équipement de l'Institut Burkinabè en Médecine Physique et Réadaptation à Ouagadougou, futur centre de référence en MPR au Burkina Faso.

### LEÇONS APPRISSES



L'évaluation externe (déc.2019) a conclu que le programme est pertinent.

Sa réussite est basée sur :

- L'expérience préalable acquise par l'APEFE au Bénin et au Burundi, dans un programme similaire.
- La forte implication du Ministère de la Santé dans la formation à l'extérieur du Burkina Faso, d'un noyau de ressources humaines burkinabès (kinésithérapeutes et médecins MPR) de qualité.
- Les nombreuses collaborations développées depuis le début du programme avec d'autres (Humanité et Inclusion, la Croix Rouge de Belgique et du Burkina Faso, l'ONG ASMADE, l'UCL, WBI, ENABEL, la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou, ce qui a permis de mutualiser les forces et de capitaliser les expériences des uns et des autres.



Vue d'ensemble de l'IBMPR en construction



Audience Ministre Santé et la délégation Wallonie Bruxelles février 2019



Atelier d'élaboration des normes de qualité des services MPR juillet 2019



Salle du service de kinésithérapie du CHR de Tenkodogo



**Ivette SONDO**  
Cadre kinésithérapeute à Ouagadougou

L'APEFE en collaboration avec le ministère de la santé burkinabè m'a permis de bénéficier de la formation de master en kinésithérapie et réadaptation à l'Université Catholique de Louvain... Aujourd'hui dans ma pratique quotidienne, je me sens plus compétente... J'exprime ma reconnaissance envers APEFE et ses partenaires WBI et l'UCL qui m'ont beaucoup soutenu. Aussi j'adresse un merci particulier au Pr WILLEMS Patrick de l'UCL qui nous a beaucoup aidés lors de notre séjour en Belgique. Je n'oublie pas l'UCL, particulièrement la Faculté des Sciences de la Motricité qui nous a dispensé la formation. Grand merci à tous acteurs pour leurs efforts conjugués.



## PARTENAIRES

- Ministère de la Santé (partenaires technique)
- Wallonie Bruxelles international
- UCL (partenaire Scientifique)



Ministère de la Santé



Wallonie - Bruxelles International.be



Université

Et collaborateurs : Humanité et Inclusion, ONG ASMADE, Croix Rouge de Belgique, Solsoc, la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou.



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU



**Didier WOIRIN**  
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,  
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96  
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org  
www.apefe.org



Ambassade de Belgique,  
417, Avenue KWAME N'KRUMAH  
Ouagadougou, Burkina Faso



## L'ADEPS reverdit le Sahel grâce aux compensations carbone de ses stages sportifs



Pépinière de Amadou KIEMDE à Gargaboulé (Pobé-Mengao) - fin juin 2019

Production et mise en terre de 120 000 plants forestiers dans les mises en défens encadrés par l'ONG Tiipaalga dans la province du Soum au Burkina Faso



### BÉNÉFICIAIRES

#### Compensation de l'empreinte carbone des stages de l'ADEPS

Suite aux accords de Paris d'avril 2016 (COP21), l'Administration Générale du Sport de la Communauté Française de Belgique (ADEPS) a souhaité réaffirmer son engagement dans la lutte contre les changements climatiques et compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par les déplacements en voiture des participants aux « Points Verts ADEPS ». Pour ce faire, en décembre 2017, l'APEFE et l'ADEPS ont signé un Accord de coopération horizontale non institutionnalisée. C'est ainsi que, par l'intermédiaire de l'APEFE, l'ADEPS a appuyé le Ministère de l'Environnement de l'Economie Verte et des Changements Climatiques du Burkina Faso et l'ONG Tiipaalga, à la production et la mise en terre de 120.000 plants forestiers dans le Sahel. Ayant rencontré un vif succès auprès des membres, l'expérience a été reconduite en 2019 afin, cette fois, de compenser les émissions de CO2 générées par les déplacements en voiture des parents conduisant leurs enfants aux stages sportifs de l'ADEPS.



### CHIFFRES CLÉS



**20** pépiniéristes, dont **3** femmes, formés sur les techniques de greffage du ziziphus mauritania



**28** km de haies vives réalisées



**125** ha de plantation en plein de baobabs réalisés



**500** producteurs formés sur les techniques de Gestion Durable des Terres



**126.120** plants forestiers mis en terre dans la province du Soum au Burkina Faso

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



**Sensibilisation des acteurs** aux objectifs de la campagne de reboisement 2019.



**Formation de 500 producteurs aux techniques de Gestion Durable des Terres (GDT)** : en 2018, 100 producteurs avaient pu être formés sur les techniques de GDT telles que la production de compost, la réalisation de cordons pierreux, la confection de demi-lunes. En 2019, 50 techniciens endogènes choisis parmi ces 100 producteurs formés en 2018 ont pu former sur ces techniques 10 producteurs chacun, soit au total 500 producteurs.



**Formation de 20 pépiniéristes au greffage du ziziphus mauritania.** Introduit au Burkina Faso il y a quelques années, le ziziphus greffé a déjà fait ses preuves dans plusieurs régions du pays avec une vente de ses fruits qui procurent des revenus substantiels aux femmes.



**126 120 plants forestiers mis en terre dans 45 villages** : la production des plants forestiers a été assurée par 17 pépiniéristes. 138 producteurs répartis dans 45 villages ont pu bénéficier des plants forestiers. Deux des cinq espèces utilisées sont destinées aux plantations de haies vives afin d'empêcher les animaux de faire des dégâts aux cultures. Les trois autres espèces sont destinées aux plantations en plein et sont recherchées par les populations pour leurs Produits Forestiers Non ligneux : fruits et feuilles essentiellement utilisés pour la nutrition ou leurs vertus médicinales.

### LEÇONS APPRIS



En 2019, les formations sur les techniques de Gestion Durable des Terres ont été assurées par des formateurs endogènes. Il s'agit de producteurs choisis parmi les communautés et qui se distinguent par la qualité de leurs réalisations et leur volonté à encadrer d'autres producteurs. Le recours aux formateurs endogènes a pour avantage d'avoir des formateurs bien acceptés par les communautés, de pouvoir montrer leurs réalisations et de transmettre leur expérience aux autres producteurs. Elle permet également de diffuser plus rapidement les techniques et à un moindre coût. D'autre part, la province du Soum étant sujette à des problèmes sécuritaires suite aux attaques terroristes, elle permet de diminuer les risques sécuritaires liés aux déplacements des producteurs et du personnel des ONGs.



Formation sur la technique des demi-lunes assurée par un formateur endogène - avril 2019



Formation sur la réalisation des cordons pierreux assurée par un formateur endogène - avril 2019



Formation sur l'utilisation du triangle par un formateur endogène - avril 2019



Formation sur la technique du Zaï assurée par un formateur endogène - avril 2019



**Serge T. ZOUBGA**  
chargé de programme de l'ONG Tiipaalga pour la région du Centre

Tout ce que nous faisons s'inscrit dans la vision et dans les objectifs de la Grande Muraille Verte. Elle a trouvé que nous avons une approche originale avec des résultats, qui peuvent être répliqués et mis à l'échelle. Elle a constaté que si on a des plantations sécurisées, on a des résultats. C'est ainsi que la Coordination Nationale nous a accompagnés pour que nous puissions appuyer les producteurs pour des plantations dans les mises en défens... Cette année avec l'appui de l'ADEPS, nous avons pu former 500 producteurs sur les techniques de gestion durable des terres...



Haie vive à Cissé commune de Tongomayel en octobre 2019



Pépinière de Hassane AMADOU à Sibé (Togomaël) - fin juin 2019



Formation sur le greffage du Ziziphus - juillet 2019

## PARTENAIRES

- ➔ L'ADEPS, Administration de l'Éducation Physique et des Sports
- ➔ La Coordination Nationale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso (CN-IGMVSS) (partenaires technique)
- ➔ La Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Économie Verte et du Changement Climatique du Soum (partenaires technique)
- ➔ L'ONG burkinabe Tiipaalga (partenaires technique)



## COORDONNÉES DU BUREAU



**DIDIER WOIRIN**  
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,  
01 BP 6625 Ouagadougou 01 Burkina Faso



M : +226 70 95 04 96  
T : +226 25 33 05 58



d.woirin@apefe.org  
www.apefe.org



Ambassade de Belgique,  
417, Avenue KWAME N'KRUMAH  
Ouagadougou, Burkina Faso



## Rendre plus accessibles les soins de qualité en réadaptation pour les personnes victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique au Burundi

Un groupe de kinésithérapeutes en formation à l'ENKR de l'INSP à Bujumbura



Améliorer l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'un handicap ou d'une incapacité fonctionnelle, en se focalisant sur l'appui à la gouvernance du sous-secteur, la formation des acteurs de la réadaptation, l'appui à dix centres et services de réadaptation et le développement de l'information sanitaire, cela avec une attention particulière pour l'environnement et les personnes plus vulnérables (Personnes handicapées, femmes, indigents).



### BÉNÉFICIAIRES

#### Programme de Renforcement des Capacités en Médecine Physique et Réadaptation (MPR) au Burundi

Les victimes d'un handicap ou d'une incapacité physique ayant besoin de réadaptation pour limiter ce handicap ou pour éviter qu'une incapacité réversible évolue vers un handicap définitif :

- Victimes de traumatisme de la route ;
- Adultes touchés par des accidents vasculaires cérébraux ;
- Personnes atteintes d'affections rhumatologiques (souvent mal de dos),
- Enfants atteints d'infirmité motrice cérébrale après accouchements difficiles ;
- Femmes souffrant d'incontinence urinaire sur grossesses multiples ;
- Et toutes les autres incapacités physiques.

Le-la bénéficiaire-type a 30 ans, victime d'un accident de la route avec fracture de la jambe. Il-elle a été opérée et a besoin de réadaptation pour que des raideurs articulaires irréversibles ne s'installent pas.

Il-elle travaille dans l'économie informelle (en ville) ou dans l'agriculture (à la campagne) et a plusieurs enfants. La réadaptation est essentielle pour qu'il-elle puisse faire vivre sa famille. Il-elle n'a pas d'assurance santé et a besoin de mécanismes de subventionnement des soins.

### CHIFFRES CLÉS



**19** étudiants inscrits pour la première année académique de l'ENKR, ouverte le 1<sup>er</sup> avril 2019 à l'INSP de Bujumbura



**50** kinésithérapeutes burundais venus de tout le pays en formation continue d'une semaine sur la rééducation des traumatismes et sur les bilans cliniques en kinésithérapie



**2.581** personnes ont été soignées au CNRKR (1.284 H – 1.297 F) et ont reçu en moyenne **7** sessions de soins

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



- Signature du «Plan Stratégique de Développement de la MPR 2019-2023» par le Ministre de la Santé.
- Renforcement des capacités IT de l'équipe du «service chargé du développement de la MPR»
- Validation des grilles d'évaluation de la qualité des soins des centres et services la MPR au Burundi - Intégration dans le document des «Normes de services MPR» du MSPLS.
- 1<sup>re</sup> rentrée académique à l'École Nationale en Kinésithérapie et Réadaptation (ENKR) construite en 2018 à l'Institut National de Santé Publique (INSP) de Bujumbura.
- Formation continue de 50 kinésithérapeutes burundais.
- Poursuite de la formation de 2 kinésithérapeutes niveau master à l'UCL et de 4 boursiers niveau baccalauréat à l'École Supérieure de Kinésithérapie de Cotonou.
- Création d'un service de kinésithérapie à l'hôpital de de Kibimba (province de Gitega)
- Renforcement du service de kinésithérapie de l'Hôpital Prince Régent Charles (1<sup>er</sup> hôpital de Bujumbura - 600 lits - construit en 1949
- Fréquenté par les couches populaires)
- Construction du terrain d'activité physique adaptée au Centre National de Référence en Kinésithérapie et Réadaptation médicale (CNRKR)
- Extension du logiciel de «dossier médical informatisé» en MPR (synergie avec Enabel) à 5 services de kinésithérapie hospitaliers (Ngozi, Bubanza, Kirundo, Muramvya et HPRC).



### LEÇONS APPRISSES

L'évaluation externe (oct.2019) a conclu que le programme est pertinent.

Sa réussite est basée sur :

- L'expérience acquise par l'APEFE au Bénin, dans un programme similaire,
- La formation depuis 2008, d'un noyau d'une vingtaine de RH burundaises (kinésithérapeutes et médecins MPR) de très bon niveau. Ils ont trouvé au pays des conditions de travail motivantes. Ils donnent aujourd'hui un appui décisif à la mise en œuvre du programme.
- Un partenariat efficace entre le MSPLS qui joue son rôle de régulation du processus de développement de la MPR ; l'ONG nationale COPEL qui assure la gestion autonome du CNRKR ; l'INSP qui assure le fonctionnement de l'ENKR et l'APEFE, partenaire technique et financier en appui aux trois autres acteurs.



Nouveau service de kinésithérapie créé à l'hôpital de Kibimba



Séance de travaux pratiques à l'ENKR



Soins de kinésithérapie chez un patient hémiplegique au CNRKR



Décembre 2019 - Fin de la construction d'une terrain d'activité physique pour personne handicapées au CNRKR de Bujumbura



**Ildephonse NDUWIMANA**

J'ai entamé mes études de kinésithérapie en 2009 à Cotonou avec une bourse de l'UCL. A mon retour en 2013, j'ai été recruté par le COPED au CNRKR, construit avec l'appui de l'APEFE. Avec les 11 autres kinés formés au Bénin nous travaillons au développement de ce centre de référence. En 2016 j'ai obtenu une bourse d'étude APEFE/WBI pour un master à l'UCL qui me destine à une thèse de doctorat. Ces 2 ans à l'UCL ont été très durs, le niveau était très élevé, mais avec mon ami Félix Nindorera nous avons décroché notre diplôme avec grande distinction. Depuis août 2019 nous sommes à Bujumbura et avons entamé notre enseignement à l'ENKR de l'INSP, en même temps que nos travaux de recherche. Nous sommes fiers d'enseigner à notre tour le métier de kinésithérapeute à de jeunes burundais.



## PARTENAIRES

- Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS-partenaire technique)
- Conseil pour l'Éducation et le Développement (COPED) (partenaire technique et financier)
- Coopération belge au Développement (DGD) (partenaire technique et Financier)
- WBI (partenaire institutionnel et Financier)
- UCL (partenaire Scientifique)



Et collaborateurs : Enabel et la Faculté des Sciences de la Santé de Cotonou



Les premiers étudiants de l'ENKR en cours



## COORDONNÉES DU BUREAU



**OLIVIER JADIN**  
Administrateur de programme



Bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles,  
BP 1920 Bujumbura – Burundi



M : +257 79 55 85 56 / +257 76 77 11 50  
T : +257 22 24 67 10



o.jadin@apefe.org  
www.facebook.com/APEFE.Burundi/  
www.apefe.org



## Création d'emplois pour les jeunes défavorisés en Haïti



Promouvoir la création d'emplois et de revenus durables en appuyant les initiatives privées porteuses d'emplois et en renforçant les capacités humaines et institutionnelles des structures d'encadrement des partenaires du monde du travail et de la formation professionnelle dans les départements géographiques de l'Ouest, du Nord, du Sud, du Sud-Est, de l'Artibonite et du Centre du Pays.



### BÉNÉFICIAIRES

#### Programme d'appui à la Création d'emploi et de revenus durables

- Les bénéficiaires sont des jeunes désœuvrés en situation de vulnérabilité (particulièrement les filles) vivant dans les départements d'intervention du programme.
- Ils sont sélectionnés soit par les responsables des Centres de Formation Professionnelle avec lesquels nous travaillons, soit par les acteurs étatiques ou de la société civile.
- Jeunes (fille ou garçon) âgés de 16 à 35 ans.
- Ces jeunes habitent soit en région rurale ou urbaine. Ils sont le plus souvent célibataires vivant encore chez un parent même à un âge « avancé » (dans le cas des filles, elles ont parfois déjà enfanté prématurément). Ils pratiquent en général des activités de subsistance de type commerce ou autres petits boulots ne garantissant pas un accès durable à un revenu, ne nécessitant pas de qualifications spécifiques et offrant peu de perspectives de carrière. Ils gagnent en moyenne moins de 2USD par jour. Ils sont soit en formation dans les Centres de Formation Professionnelle ou manifestent le désir d'en commencer une.

### CHIFFRES CLÉS



**113** finissants formés en Recherche Dynamique d'Emploi



**312** jeunes formés en entrepreneuriat dont **118** jeunes filles



**614** bourses allouées



**684** jeunes ont pu mettre sur pied une activité génératrice de revenus grâce à des kits de démarrage qu'ils ont reçus et bénéficient du suivi et de l'accompagnement du programme



**920** jeunes bénéficiaires de session de formation mobile dont **404** jeunes filles

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS

- ✓ Allocation de bourses aux jeunes vulnérables au niveau des Centres de Formation Professionnelle leur permettant d'apprendre un métier
- ✓ Allocation de frais de communication aux COPP des CFP partenaires pour la réalisation d'activités de recherche de stages/emplois au profit des finissants
- ✓ Session de formation de 20 heures sur la stimulation de l'esprit d'entreprendre dans le contexte des activités génératrices de revenus au profit des membres des COPP
- ✓ 2 sessions de Formation au profit du Personnel des COPP destinées à leur fournir les compétences de base pour l'utilisation des outils développés
- ✓ 3 sessions de formation en Recherche Dynamique d'Emploi au profit des finissants des CFP partenaires sur le montage de dossier de candidature pour un poste déterminé
- ✓ 10 sessions de formation en entrepreneuriat au profit des bénéficiaires de la formation mobile
- ✓ 28 sessions de formation mobile réalisées dans les 7 filières du programme (Techniques Agricoles, Transformation de produits agricoles, Entretien et réparation de Motocyclettes, Carrelage, Cuisine-Pâtisserie, Esthétique et Coiffure, Énergies Renouvelables)
- ✓ 2 sessions de formation de 40 heures chacune en andragogie et approches par compétences (APC) pour les formateurs et formatrices.
- ✓ 1 atelier de réflexion sur la protection de l'environnement avec les Directeurs des centres de formation professionnelle partenaires, les points focaux-environnements et Haïti plastic et Plastic Bank - sensibilisation dans les écoles sur la protection de l'environnement avec les jeunes formés par APEFE.
- Sessions de sensibilisation sur l'intégration du numérique dans la formation professionnelle avec les formateurs des CFP et de la formation mobile
- 7 séances de sensibilisation dans les CFP sur l'équité de genre
- 2 ateliers de réflexion sur l'égalité entre les sexes et la formation professionnelle



## PARTENAIRES

- ➔ L'Institut National de Formation Professionnelle (INFP)
- ➔ Organisations communautaires de base (OCB), les congrégations religieuses et les acteurs étatiques
- ➔ Haitian Adolescent Girls Network (HAGN)
- ➔ Humanité et Inclusion (HI)
- ➔ Géomoun



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**JOHN CHARLES,**  
bénéficiaire de la formation mobile  
(Energies renouvelables) - Gonaïves, Haïti

*J'ai pu bénéficier d'une formation intensive en énergies renouvelables dans le cadre d'un projet mis sur pied par APEFE en Haïti. Grâce à cette formation, j'ai acquis des connaissances sur la fabrication et l'installation de biodigesteur, la fabrication de kits solaires, l'installation de panneaux solaires, la fabrication de réchaud à pyrolyse. En plus de la formation technique, l'APEFE nous a donné une formation en entrepreneuriat. J'ai mis sur pied, en collaboration avec 4 autres bénéficiaires, une petite entreprise du nom d'Arti-Bio qui se spécialise dans la fabrication et la commercialisation de kits solaires et l'installation de panneaux solaires dans la ville des Gonaïves. Toute l'équipe d'Arti-Bio remercie le personnel de l'APEFE qui nous a permis d'acquérir des compétences techniques et nous a accompagnés dans la mise sur pied de l'entreprise. Sachez que ce projet que vous mettez en place est très important pour nous autres jeunes en Haïti.*



## LEÇONS APPRIS

- ➔ L'efficacité du travail des COPP dépend en grande partie de la qualité de la formation offerte au niveau des CFP et de la conformité de cette formation avec les besoins du marché du travail ;
- ➔ L'allocation des frais de communication constitue à la fois un appui solide à la réalisation des activités de prospection auprès des entreprises mais aussi une source de motivation pour les membres de la COPP ;
- ➔ L'octroi de kits de démarrage aux bénéficiaires de la formation mobile facilite grandement l'insertion socio-professionnelle de ces derniers.



## COORDONNÉES DU BUREAU



**PASCAL MONTOISY**  
Représentant de l'APEFE en Haïti



Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 9  
Complexe Lafayette  
Delmas, Haïti



T : +509 2811 8505



p.montoisy@apefe.org



## Renforcement des compétences linguistiques, pédagogiques et didactiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise place d'un dispositif hybride de formation

2019



Amélioration de la qualité des apprentissages / enseignements dans les zones d'intervention par le renforcement des compétences linguistiques, pédagogiques et didactiques des instituteurs de l'enseignement fondamental moyennant la mise place d'un dispositif hybride de formation.



### BÉNÉFICIAIRES

#### Initiative Francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)

Les bénéficiaires directs d'IFADEM sont : les enseignants, les directeurs d'établissement scolaire et les membres du personnel d'encadrement :

- **Les enseignants** : il s'agit de 2.000 enseignants intervenant dans les deux premiers cycles de l'école fondamentale répartis dans six départements du pays
- **Les directeurs d'établissement scolaire** : les mêmes contenus à l'adresse des enseignants vont aux Directeurs d'établissement. Ces derniers bénéficieront de quelques modules additionnels en vue de favoriser le lien social entre les acteurs à distance et faciliter leur communication. Ils sont au nombre de 480.
- **Les membres du personnel d'encadrement** : pour s'assurer de la pérennité des acquis, le programme compte former un nombre relativement important d'acteurs intermédiaires dont ceux qui font partie du personnel d'encadrement des enseignants. Il s'agit des formateurs provenant du corps des Conseillers pédagogiques (CP), du corps des inspecteurs, du corps professoral des Universités Publique Régionale et des ENI ainsi que des membres des SAP. Ils sont au nombre de 132.
- **Les bénéficiaires indirects** : avec un effectif moyen de 50 élèves par salle de classe tenue par un enseignant, les bénéficiaires indirects devraient correspondre à 100.000 apprenants.

### CHIFFRES CLÉS



**2** modules élaborés en compréhension écrite et en expression écrite, et réalisation de leur mise en ligne pour le cours de « Renforcement des compétences linguistiques en français » sur une plateforme MOODLE

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Elaboration de 2 modules en compréhension écrite et en expression écrite, et réalisation de leur mise en ligne pour le cours de « Renforcement des compétences linguistiques en français » sur une plateforme MOODLE.

### LEÇONS APPRIS



À travers ce projet, nous avons pu constater le grand avantage qu'offrent les ressources numériques pédagogiques pour la production de documents techniques ainsi que la facilité de travailler dans ce domaine via Internet et les résultats concrets qui s'y découlent tout au long de la création de la plateforme. Le travail d'équipe fut une source d'épanouissement grâce aux outils collaboratifs disponibles en ligne pour l'atteinte de l'objectif final du dispositif.





## PARTENAIRES

- ➔ Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
- ➔ Agence Universitaire de la Francophonie (AUF)
- ➔ Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**MARAHNAELLE CLÉMENT**  
assistante technique dans l'équipe IFADEM

La plateforme du projet IFADEM Haïti-Renovée est le résultat d'une très grande expérience, en Haïti, de travail d'équipe technique. Une page d'accueil attrayante illustrée de manière simpliste pour maintenir l'attention du public visé, des contenus compréhensifs et concis élaborés à partir des livrets respectifs d'IFADEM, etc. Ce projet a été réalisé de manière professionnelle avec l'appui d'outils collaboratifs, une feuille de route, un calendrier de travail, des listes de répartition de tâches, etc. La production de ce dispositif a été un succès, selon moi, et elle reste disponible pour toute utilisation aux fins d'amélioration de l'éducation en Haïti. Il est bien de féliciter APEFE, WBI, IFADEM, Cafeine.Studio, MENFP et tous autres acteurs de cette réalisation.



## COORDONNÉES DU BUREAU



**PASCAL MONTOISY**  
Représentant de l'APEFE en Haïti



Delmas 71, Rue Serin #1, Appartement # 9  
Complexe Lafayette  
Delmas, Haïti



T : +509 2811 8505



p.montoisy@apefe.org



## L'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes ont été améliorés quantitativement et qualitativement au Maroc



Actions de formation pratique organisées au village de Sidi Bounouar en partenariat avec l'Association Femmes de TIGRI sur la restauration et le recyclage des coquilles

L'objectif du programme est l'amélioration quantitative et qualitative de l'entrepreneuriat féminin sur tout le territoire marocain via une approche intégrée qui travaille sur tous les aspects liés à la création d'entreprises : du stade débutant par la sensibilisation en passant par la formation, l'accompagnement jusqu'à la création et la post-crédation d'entreprises.



### BÉNÉFICIAIRES

#### Min Ajliki 2.0

Le programme est un partenariat Public-Privé-Associatif qui vise entre autres le renforcement des capacités en matière d'entrepreneuriat féminin de :

- Fonctionnaires du Ministère de l'Emploi (État)
- Conseillers de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC) (État)
- Accompagnateurs de Maroc PME (État)
- Accompagnateurs de Centre Mohamed VI de soutien à la Micro Finance Solidaire (CMS) (Association)
- Accompagnateurs d'AL AMANA (Privé)
- Accompagnateurs d'ATTAWFIQ Microfinance (Privé)
- Accompagnateurs d'Entrelles (ONG)
- Accompagnateurs de l'Association des Femmes Chefs d'Entreprise au Maroc (AFEM) (Association)
- Femmes désirant accéder à l'entrepreneuriat
- Femmes exerçant une activité dans le secteur informel et qui souhaitent passer au secteur formel
- Femmes entrepreneures dans le secteur formel désirant développer leurs entreprises
- Femmes exerçant des activités économiques et solidaires

### CHIFFRES CLÉS



**624** femmes formées en amélioration de l'employabilité



**4475** passages de l'informel au formel dont les coopératives



**4781** femmes formées en développement des capacités entrepreneuriales (pré-crédation)



**5070** entreprises créées par des femmes à travers les partenaires



**5695** emplois féminins générés dans le cadre du programme

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS

#### Formation et renforcement des capacités :

- Accompagnement de l'ANAPEC dans le renforcement des capacités des personnes ressources en matière de création d'entreprises sur la méthode CEFE.
- Formation de 30 professionnels régionaux de l'emploi relevant du Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle.
- Mise en œuvre d'un plan de formation, en partenariat avec le centre de la TPE, en direction de ressources de partenaires indirects dont l'objectif est de former des facilitateurs en « co-développement féminin ».
- Réalisation de l'architecture du Portail dédié à l'auto-emploi de l'ANAPEC.
- Élaboration du plan de renforcement des capacités des personnes ressources de l'ANAPEC en création d'entreprises en post création
- Formation des femmes porteuses de projets

#### Plan de renforcement des capacités managériales des ressources, cycle certifiant - certificat de professionnalisation des accompagnateurs dans la région de l'Oriental

#### Mise en place et animation d'espaces de coworking :

- Mise en place du Centre d'Aide à la Promotion de l'Emploi Estudiantin (CAPE) qui est un centre de développement des compétences pour l'emploi étudiant et l'entrepreneuriat.
- Accompagnement de la plateforme des jeunes de Tanger en partenariat avec l'ANAPEC, l'incubateur de Meknès, CAPE de Meknès, l'incubateur de Tanger, l'incubateur de Larache et du CAPE de Tétouan
- Cycle de formation sur le digital et l'entrepreneuriat au profit des étudiants de l'université Mohamed V de Rabat.
- Réalisation de la librairie digitale composée de plusieurs vidéos de vulgarisation de concepts entrepreneuriaux et managériaux
- Accompagnement de l'ANAPEC Casablanca-Settat au déploiement d'un cycle de formation au profit des bénéficiaires d'associations de femmes en situation vulnérable à Mohammédia
- Appui de la caravane d'information et de sensibilisation sur les espaces de coworking et leur impact sur la vie d'une entreprise
- Production de vidéos explicatives en berbère
- Réalisation d'outils de communication



Formation de formateurs



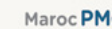
Intervention de Benoît Stiévenart lors du Souss Women Challenge



Inauguration CAPE de Beni Melal

## PARTENAIRES

- ➔ Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle (MTIP)
- ➔ L'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (ANAPEC)
- ➔ Maroc PME
- ➔ Centre Mohamed VI de soutien à la Micro Finance solidaire (CMS)
- ➔ Association des Femmes chefs d'Entreprise au Maroc (AFEM)
- ➔ L'association Entrelles
- ➔ Al Amana Microfinance
- ➔ Attawfiq Microfinance



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**HAJAR ABOULGHIT,**  
âgée de 29 ans entrepreneure de produits bio et organiques à Marrakech. Après une expérience dans le salariat, elle a décidé de se lancer dans l'aventure entrepreneuriale. Hajar a bénéficié du programme Min Ajliki

*En participant aux activités du programme Min Ajliki, j'ai pu bénéficier de plusieurs ateliers de formation. Le renforcement des capacités des entrepreneurs est, pour moi, la clé de réussite en entrepreneuriat. Le financement, on peut en trouver facilement, mais travailler sur son profil entrepreneurial est crucial! Grâce à un accompagnement personnalisé de Min ajliki, j'ai pu prendre connaissance de compétences tacites dont je disposais et dont je n'étais pas consciente. Si j'ai un conseil à donner, ne baissez jamais les bras, persévérez et surtout renforcez votre profil, vos connaissances et vos compétences, c'est votre premier capital !*

## LEÇONS APPRIS

Grâce à l'enquête Baseline de l'évaluation d'impact du programme Min Ajliki, nous sommes capables de mieux identifier les besoins/attentes des femmes bénéficiaires du programme.

L'étude a permis d'améliorer de l'offre de service du programme en communication, formation et accompagnement et de prendre en considération les effets sur la population cible lors de la planification des actions à entreprendre dans le cadre du programme.

Vu sa richesse, l'enquête Baseline peut être considérée comme une cartographie de l'entrepreneuriat féminin dans la région de Fès Meknès voire du Maroc entier, et pourra servir aux différents acteurs de l'entrepreneuriat féminin. Les résultats de l'étude Baseline invitent l'APEFE et ses partenaires locaux à mieux structurer, améliorer et professionnaliser leurs interventions auprès des femmes bénéficiaires. Quelques partenaires du programme affirment que cette étude Baseline a déclenché des prises de conscience et a suscité des réflexions par rapport au sens de leur travail avec les femmes bénéficiaires.

## COORDONNÉES DU BUREAU

**BENOIT STIÉVENART**  
APEFE- Délégation Wallonie-Bruxelles

T : +212 537 674 115

Bureau.rabat@apefe.or  
Youtube : Min ajliki  
Site internet : <http://minajliki.ma/>  
Facebook : <https://www.facebook.com/minajlikimaroc>

Ambassade de Belgique,  
Rue Jaafar Assadiq 4 agdal  
Rabat Maroc



Promouvoir un développement inclusif pour les personnes en situation de handicap à un niveau multisectoriel en mettant l'accent sur la santé, l'éducation, l'autonomisation et le bien-être en plus de renforcer les capacités de la Bethlehem Arab Society for Rehabilitation (BASR), partenaire de mise en œuvre.



Les personnes en situation de handicap dans les zones défavorisées du Sud de la Cisjordanie ont amélioré leur accès aux services essentiels (médicaux, réadaptation, éducatifs, formation professionnelle et psychosociaux)



## BÉNÉFICIAIRES

### Promotion d'un développement inclusif pour les personnes en situation de handicap en Cisjordanie

- Les personnes handicapées, leurs familles et leurs soignants.
- Les fonctionnaires du gouvernement de la Santé, du Ministère du Développement social, du Ministère de la gouvernance locale et du Ministère de l'Éducation.
- Les professionnels de l'éducation et de la santé.
- Les défenseurs des personnes handicapées et militants
- Les membres du conseil municipal
- Le personnel des centres communautaires et des organismes communautaires
- Le personnel des organisations partenaires

Dans le cadre du programme, l'accent est mis sur les groupes et communautés vulnérables et marginalisés en particulier les femmes, les jeunes, les enfants et les personnes ayant des difficultés socio-économiques qui souffrent souvent d'une double discrimination conduisant à une exclusion plus poussée.

## CHIFFRES CLÉS



**180** personnes en situation de handicap ont bénéficié d'empowerment et de renforcement des capacités



**329** personnes en situation de handicap ont bénéficié du développement des compétences, des services de formation professionnelle



**1071** personnes en situation de handicap ont bénéficié de services d'éducation à la petite enfance et d'éducation spéciale, inclusive, non-formelle



**2710** personnes en situation de handicap ont bénéficié des services sociaux et amélioré leur prise de conscience sur leurs droits



**3245** personnes en situation de handicap ont bénéficié des services de santé et de réadaptation

## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Le programme CBR a signé des accords de partenariat avec le Ministère de l'Éducation, DVV International, Dar Al-Kalima University College et Al-Karmil Municipality pour lancer un centre communautaire inclusif pour l'éducation des adultes et l'apprentissage tout au long de la vie.



Le programme CBR, en coopération avec l'Université Queen de Belfast, a élaboré et lancé des guides sur les besoins de l'enseignement spécialisé à destination des enseignants.



Le programme CBR a mené plusieurs formations sur l'autisme, les outils éducatifs, l'éducation à domicile, etc. ciblant plus de 50 employés et travailleurs communautaires.



CBR a terminé la deuxième phase de la base de données web, effectué une cartographie des services dans les collectivités locales auprès de 474 organisations. Cela a aidé plusieurs organisations et chercheurs à utiliser des ressources et des informations statistiques à des fins de recherche et développement.



L'équipe CBR a organisé une centaine d'activités inclusives : activités sportives, camps d'été et spectacles de théâtre.



L'équipe du CBR a sensibilisé 695 familles, 98 membres de groupes de mères et 55 professionnels (santé et éducation) à la violence sexuelle.



## LEÇONS APPRISSES

Les partenariats et les échanges avec les organisations internationales sont très efficaces pour atteindre les résultats souhaités. Par exemple, le partenariat avec l'Université Queen de Belfast en tant qu'université de premier plan et très active dans la recherche a sensiblement contribué au développement de la qualité de l'éducation, des techniques pédagogiques et des interventions. Il a renforcé les relations avec le Ministère de l'Éducation pour promouvoir une éducation inclusive et promouvoir la visibilité du programme au niveau national.





Mira Qazaz

Mira Qazaz est une jeune fille de 16 ans qui a été diagnostiquée en incapacité physique grave suite à une atrophie musculaire non spécifiée.

Lorsque l'équipe CBR a rencontré Mira pour la première fois début 2019, la faiblesse musculaire progressive l'avait rendue incapable de se tenir debout, de se déplacer facilement à l'intérieur, et même de répondre aux exigences de la vie quotidienne.

Après avoir évalué ses différents besoins, l'équipe CBR a établi un plan participatif pour améliorer globalement sa qualité de vie. L'équipe de réadaptation mobile a offert à la famille un coaching à domicile sur la façon de faire face à l'atrophie musculaire en fournissant un fauteuil roulant électrique, un déambulateur et une chaise de commodité.

En parallèle et au niveau communautaire, l'assistant social CBR de Dura a fait un travail important au sein de l'école pour sensibiliser au droit à l'éducation et promouvoir l'acceptation et l'inclusion de Mira.

Mira est l'une des centaines, voire des milliers de personnes handicapées qui tombent dans le cercle vicieux de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Elle a eu la chance d'être identifiée par le programme CBR, qui a exploité tout le soutien possible pour rendre son quotidien supportable.

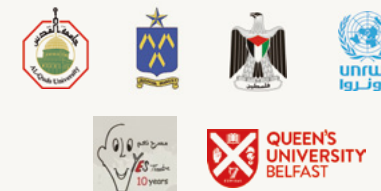
«Je ne peux pas imaginer ma vie avant tout cela. Bien sûr, malgré toutes les difficultés, la vie me semble maintenant possible, à moi et à ma famille. Je remercie tous ceux qui m'ont aidé et se tenaient à mes côtés et j'espère que toutes les personnes qui vivent les mêmes circonstances puissent trouver leur chemin ».



## PARTENAIRES

Le programme entretient des relations étroites avec les institutions gouvernementales suivantes et les organisations de la société civile :

- Ministère du Développement Social
- Ministère de l'Éducation
- Ministère de la Gouvernance Locale
- Ministère de la Santé
- UNRWA
- SOS Villages d'Enfants
- Yes Theatre
- Université de Bethléem
- Université Palestine Al Ahlyia
- Université Al Quds
- DVV international
- Enabel
- Queen's University of Belfast



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU

IYAD HAMDAN  
Directeur du programme

100, rue Criemzan  
Bethléem

T : 9722744050 (376)

cbrsouth@cbrsouth.org



**Améliorer les performances de la pisciculture extensive villageoise pratiquée par les bénéficiaires, en vue d'une transition partielle (bénéficiaires les plus motivés) vers une pisciculture semi-intensive.**



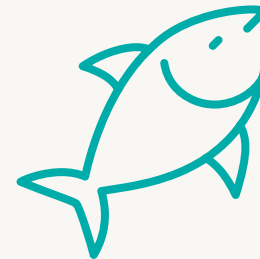
Livraison d'alevins issus du centre agro-piscicole de Mawunzi-Mansende à l'association APINS/Kila par le conseiller technique du programme en charge de la zone de Lemfu

Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire (pisciculture) a été amélioré. Les capacités de production et de commercialisation des exploitants pisciculteurs dans la Province du Kongo Central ont été renforcées.

## BÉNÉFICIAIRES

### Programme d'appui à la pisciculture villageoise

Le programme appuie plus de 2000 pisciculteurs-paysans regroupés en associations.



## LEÇONS APPRISSES



- La durabilité post-programme est directement corrélée à l'existence d'une politique sectorielle ou d'une stratégie gouvernementale.
- Privilégier la stratégie d'intervention par filière au lieu du renforcement des capacités des petits producteurs : dans ce dernier cas l'exercice est réputé difficile et la voie étroite, ce qui compromet la durabilité.
- Sélectionner les partenaires techniques sur base de critères à (faire) respecter afin de s'assurer que les organismes promus auront les capacités d'honorer leurs engagements dans les délais établis et avec la qualité requise.

## CHIFFRES CLÉS



**17,85** ha en cours de reboisement



**30** stagiaires reçus au sein du programme en 2019



**50** porteurs de projets sélectionnés et appuyés



**128** femmes - membres dans les différents organes des associations piscicoles



**150** balances remises aux associations pour faciliter le pesage de l'aliment et des poissons



L'administrateur du territoire, l'inspecteur de développement rural et l'inspecteur de pêche et élevage achètent du poisson à Kibeki, territoire de Luozi, à l'occasion de la « Journée nationale de poisson » en présence de la conseillère technique du programme en charge de la zone de Luozi-est

## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Formation des pisciculteurs (planification, fabrication et distribution) ;



Formation, suivi-conseil et appui auprès des pisciculteurs et de leurs associations pour les assister dans le développement des exploitations piscicoles (création étangs, mise en place d'une méthode de fertilisation, nourriture des poissons, gestion administrative et financière, etc.) ;



Début d'assistance à 50 entrepreneurs (rédaction d'un business model - mise en place d'activités de fabrication d'aliment piscicole (15), de reproduction (22) et de grossissement de poisson (13) ;



Renforcement des capacités en pisciculture de 10 enseignants issus de 5 écoles techniques agricoles dans le cadre du partenariat avec la VVOB. Les 2 structures se sont aussi associées à l'État congolais pour la rédaction d'un manuel scolaire spécifiquement dédié à la pisciculture ;



Synergies avec Dynamo International : finalisation d'une porcherie, livraison d'alevins et intensification des unités de production piscicole. Tout cela avec l'objectif de servir de lieux de formations pratiques à destination des jeunes en situation de rue de la région de Boma dans le Kongo Central ;



Utilisation de l'Outil d'Intégration Environnementale (OIE) de Louvain Coopération au Développement auprès des bénéficiaires. Cela a provoqué chez eux une forte prise de conscience environnementale et la prise d'engagements à reboiser et/ou à mieux gérer les déchets ;



Intensification de la production d'alevins sur le site réhabilité par le programme (hausse de 43% du nombre de petits poissons produits).



Vente de poisson au bord de l'étang de l'association APILU après vidange



Ingrédients (maïs, manioc, niébé, sésame, tourteau palmiste et feuilles de moringa séchées) préparés par l'ADAPK/Kimpemba en vue de la fabrication d'aliment pour les poissons

## PARTENAIRES



- Secrétariat Général à l'Agriculture
- VVOB
- Dynamo International



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**MWANGA Jules**  
secrétaire de l'association APM

Grâce aux formations données par l'APEFE, je maîtrise les techniques modernes de construction des étangs, d'ensemencement, d'élevage et de fabrication de l'aliment piscicole ainsi que les avantages de travailler en association. Plus encore j'ai appris à gérer. Grâce à l'APEFE aujourd'hui je suis un pisciculteur technicien sollicité ailleurs pour les travaux piscicoles. La pisciculture est devenue une de mes activités génératrices de revenus.



Remise d'une balance au président de l'association REPIL par la conseillère technique du programme en charge de la zone de Kisantu/Madimba

## COORDONNÉES DU BUREAU



**SAMUEL LEQUIEN**  
Administrateur de programme



Avenue cercle sportif n°14  
Mbanza-Ngungu  
République Démocratique du Congo



T : +243 979 00 55 49



s.lequien@apefe.org  
Facebook : APEFE-RDC



**Former les producteurs aux nouvelles techniques de production maraîchère pouvant leur permettre d'améliorer les rendements, la commercialisation, le revenu et au final leur niveau de vie.**



Donation d'un moulin

Le niveau de vie des ménages qui pratiquent une activité de production agroalimentaire à titre principale ou complémentaire a été amélioré (pisciculture/ maraichage).

## BÉNÉFICIAIRES

**Programme d'appui à l'amélioration du niveau de vie des producteurs de l'agriculture familiale qui s'adonnent au maraichage dans la province du Haut Katanga.**

Les bénéficiaires sont de plusieurs types :

- Les petits producteurs agricoles avec une superficie moyenne de 5 ares
- Les associations de producteurs avec un minimum d'expérience en maraichage
- Des fermiers avec plus de 5ha et souhaitant améliorer leur production

Les critères de choix sont identiques pour toutes les catégories : être producteur agricole, se situer à moins de 60 km de Lubumbashi ou de Likasi et avoir la volonté d'apprendre.



## CHIFFRES CLÉS



**24** jeunes ingénieurs agronomes au total de l'UNILU (université de Lubumbashi) recyclés sous forme de stages pratiques sur les sites soutenus par APEFE et 8 engagés dans les fermes autour de Lubumbashi après le stage



**33** fermiers appuyés dont 1 à Likasi et 32 à Lubumbashi (12 femmes et 21 hommes)



**69** associations de producteurs dans les zones de Lubumbashi, Likasi et Kapolowe



**166,91** hectares cultivés en 2019 au total dont 47.13 hectares en légumes fruits et 119.78 en légumes feuilles



**1.381** producteurs formés et appuyés (755 hommes et 626 femmes)



**19.014,27** tonnes de légumes récoltés (toutes spéculations confondues)

## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



- Formation en maraichage directement dans le champ. Du semis jusqu'à 'à la récolte
- Formation en gestion associative, entrepreneuriat et rédaction des textes réglementaires
- Construction d'un marché de plus au moins 213 places à KALEBUKA commune-annexe, Lubumbashi.
- Aménagement hydro-agricole et forage de 2 puits pour l'irrigation
- Construction de 4 boutiques d'intrants agricoles
- Journée marché pour la promotion de la commercialisation des produits maraichers
- Distribution des intrants agricoles (houes, binettes, machette, bac de conditionnement, semences etc...)
- Formation en entrepreneuriat de 18 producteurs et créations et enregistrement de 7 entreprises.
- Participation aux journées des coopératives organisée par la Fédérations des entreprises du Congo (FEC)
- Fourniture de 2 moulins et de 2 motos remorques pour des associations
- Renforcement des capacités de l'équipe APEFE : Formation Gestion du cycle de projet/Gestion Axée Résultats/Gestion logistique dans une organisation
- Formations en maraichage-Apiculture-utilisation des GPS



## LEÇONS APPRIS

- La production a beaucoup augmenté et il faut penser dès à présent à la transformation.
- Le passage de l'agriculture de subsistance à l'agriculture de marché est un processus assez lent et nécessite aussi un niveau minimum de scolarisation des bénéficiaires.
- Les méthodes d'incubation entrepreneuriales classiques pour l'émergence des petites entreprises agricoles créées et gérées par de petits producteurs non scolarisés ne sont pas efficaces. Elles méritent d'être revues et adaptées pour un résultat moyen. Mais pour un meilleur résultat, il faut une population cible différente des actuelles bénéficiaires du programme.

Marché KALEBUKA pour la commercialisation ; Lshi.



Moto pour transport d'intrants et aussi de récoltes



Distribution d'intrants



Récolte de pastèque

### PARTENAIRES



- Ministère de l'Agriculture Pêche et Elevage (MINAGRIPEL)
- Centre de Production des Semences Maraîchères (CEPROSEM)
- Université de Lubumbashi



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**Costa MONGA**  
de l'association « Maison des jeunes II PANDA », bénéficiaire du programme

Grâce à mes activités de maraîchage sur le site aménagé par l'APEFE, j'ai acheté un taxi-bus ainsi qu'une ferme de 30 hectares.



Récolte de tomate

### COORDONNÉES DU BUREAU



**JULES KODJO MAWULI ATCHOGLO**



Bureau APEFE  
Avenue Beberu N° 3 Quartier Golf Météo 1  
Lubumbashi, RDC



T : +243 97 100 96 54



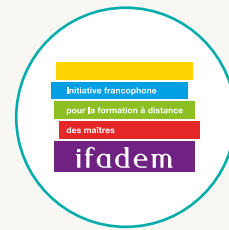
km.atchoglo@apefe.org



Améliorer la qualité de l'enseignement et l'apprentissage en classe par le renforcement des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs du primaire des provinces éducationnelles du Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika



Formation à distance des maîtres



## BÉNÉFICIAIRES IFADEM


Les bénéficiaires de ce programme sont des enseignants et directeurs des écoles primaires titulaires des classes de 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> qui travaillent dans le milieu rural ou périurbain. Les autres bénéficiaires sont les inspecteurs, les conseillers d'enseignement primaire et les directeurs d'écoles.


## LEÇONS APPRISSES




La modalité de formation à distance est appréciée par le Ministère et par certains Partenaires. Exemple, l'UNICEF qui est un partenaire important de l'EPST a adopté le système dans la mise en œuvre de ses formations dans les zones de Kipushi et Kambove. Les responsables de l'éducation à l'Unicef estiment que la modalité de formation IFADEM est peu coûteuse et porteuse de résultat.

## CHIFFRES CLÉS

 **6** centres des ressources

 **8** modules de Formation

 **16** sous-divisions éducationnelles

 **196** tuteurs

 **4259** enseignant-e-s inscrit-e-s

## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



- **Organisation des formations dans les réseaux d'écoles de proximité sur les modules des livrets suivants :**
  - Livret 1 : Tenir compte des variations linguistiques et culturelles : Repérer les erreurs phonétiques et grammaticales et y remédier
  - Livret 2 : Renforcer la méthodologie de la compréhension et de la production orales
  - Livret 3 : Renforcer la méthodologie de l'enseignement/apprentissage de l'expression écrite
  - Livret 4 : Organiser le travail en classe : les séquences, les interactions, l'évaluation, le monitorat, la gestion des grands groupes, ...
  - Livret 5 : Renforcer l'enseignement des mathématiques dans une classe multilingue
  - Livret 6 : Renforcer la méthodologie de l'enseignement des sciences et la technologie
  - Livret 7 : Comprendre le Programme scolaire de l'enseignement primaire pour sa meilleure mise en œuvre. Ce module apporter une compétence supplémentaire qui est la « maîtrise du programme scolaire ».
  - Livret TICE (NOUVEAU) : Initiation à l'informatique et Internet (conçu par un groupe des professeurs d'informatique en collaboration avec l'école belge de Lubumbashi). Une nouveauté de 2019, ce module vient répondre à l'une des difficultés auxquelles sont régulièrement confrontés les enseignants en RDC : « l'absence de contenu-matière pour les TIC ». Il va permettre, comme tout manuel scolaire, de situer l'enseignant par rapport à ce qu'il « faut » enseigner. C'est donc un outil de facilitation et d'allègement des contraintes liées au programme national.
- Renforcement des capacités d'encadrement pédagogique des directeurs et des inspecteurs (Formation au Tutorat de nouveaux inspecteurs)
- Réhabilitation et équipement d'un nouveau centre des ressources numériques à Fungurume
- Organisation des ateliers de formation sur les TICE
- Numérisation des livrets : scripts des livrets à numériser, plans-maitres de séquences didactiques, scénarisation sur SCENARI OPALE. Ces modules seront disponibles sur foad.eduquepsp.education
- Equipement de l'Unité d'Appui technologique du Ministère de l'EPST (Serveur pour héberger les contenus numérisés et PC).
- Collaboration avec l'AUF Campus numérique de Lubumbashi pour la création d'un Laboratoire digital pour la création des MOOC.



Bénéficiaires du programme IFADEM



Panneau solaire sur un centre des ressources



Comité de pilotage IFADEM



Equiptement d'un centre des ressources



Etudes des livres à Kamina



**Fatuma Binti Asani**  
inspectrice d'enseignement primaire

*Je suis récemment nommée inspectrice d'enseignement primaire, auparavant j'avais suivi les formations IFADEM en tant qu'enseignante. À présent, je suis tutrice. Le constat est qu'ici chez nous à Kamina, les élèves comme les enseignants prononcent mal les mots français suite aux interférences linguistiques. Mais avec les formations reçues dans le cadre de l'IFADEM, il y a amélioration de la prononciation et du vocabulaire. Certains enseignants sont aujourd'hui capables de proposer aux élèves des exercices de récitation et d'orthographe qu'ils n'osaient pas aborder auparavant.*



## PARTENAIRES

- ➔ Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et technique (EPST)
- ➔ L'Inspection provinciale de l'Enseignement (IPP)
- ➔ L'OIF
- ➔ L'IFEF
- ➔ L'AUF



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU

### CLEMENT TSHIBANGU

APEFE  
Bureau Wallonie Bruxelles Lubumbashi  
115, avenue Sandoa – Lubumbashi  
Province du Haut Katanga. R.D. Congo

T : +243 971 00 96 53

bureau.lubumbashi@apefe.org



Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail, l'APEFE appuie les autorités responsables et la Fédération du Secteur Privé à initier la formation en alternance dans le secteur de la formation professionnelle, tout en renforçant les capacités des centres de formation et des entreprises à offrir une formation inclusive, équitable et de qualité dans des filières porteuses d'emploi.

Un apprenti pendant sa période de formation en entreprise avec sa formatrice de l'entreprise GAU Ltd



Initier la formation en alternance de qualité, inclusive et équitable, accessible aux jeunes femmes et hommes rwandais, répondant aux besoins en compétences de l'économie rwandaise croissante, dans les filières de transformation agroalimentaire et/ ou beauté/mode

### BÉNÉFICIAIRES

#### Programme d'appui à l'apprentissage sur le lieu de travail – IGIRA KU MURIMO

Le programme entend répondre à la problématique locale de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité grâce à une formation professionnelle inclusive de qualité, en adéquation avec la Politique d'apprentissage sur le lieu de travail ainsi que la politique « Made in Rwanda » qui vise à promouvoir la production et la consommation locale, améliorer la qualité des produits rwandais et favoriser leur exportation.

Ainsi, le programme vise très spécifiquement une formation en alternance pour les jeunes femmes et hommes défavorisés socio économiquement, ainsi que des jeunes en situation de handicap des districts appuies.

Pour être éligible, il faut avoir entre 16 et 30 ans (jusqu'à 35 ans pour les personnes handicapées) et un diplôme d'études secondaires ou un diplôme universitaire avec un plan de développement dans les filières visées par le programme.

Afin d'améliorer l'inclusion, certains groupes sont prioritaires, notamment les filles, les jeunes en situation de handicap et les jeunes les plus défavorisés.

### CHIFFRES CLÉS



**13** directeurs ont été formés en organisation de la formation en alternance incluant la gestion des bourses



**20** formateurs en entreprise ont reçu une formation en langue des signes pour assurer l'inclusion au sein de leur entreprise



**78** chefs d'entreprises ont bénéficié de renforcement des capacités et **50** d'entre eux ont accueilli les apprentis de la première cohorte



**121** apprentis, dont **80** filles, **11** personnes en situation de handicap et **89** personnes socio économiquement défavorisées ont été formés en couture, coiffure, boulangerie, transformation des fruits et transformation du lait dans **4** écoles EFTP et ont été certifiés par Rwanda Polytechnic



**187** apprentis ont débuté une formation en travail du cuir, couture, boulangerie, transformation des fruits et transformation du lait dans **7** autres écoles pilotes en septembre 2019

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Les différentes parties prenantes ont été appuyées pour collaborer et coordonner une formation en alternance inclusive et équitable de qualité :

- Trois conférences internationales appuyées: le «Golden Business Forum » organisé par la Fédération du Secteur Privé, la conférence de la « Commonwealth Association of Technical Universities and Polytechnics in Africa » par Rwanda Polytechnic, et le sommet « Youthconnekt Africa » organisé par le Ministère de la Jeunesse.
- Un cadre de collaboration entre la Fédération du Secteur Privé et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Wallonie a été signé et deux visites au Rwanda et en Belgique ont été organisées pour échanger les bonnes pratiques dans les services offerts aux membres et la facilitation de la mise en œuvre de la formation en alternance.
- La Fédération du Secteur Privé a été soutenue dans la mise en place de Imanzi Business Institute qui a pour mission de renforcer les capacités des entreprises.



Les institutions de formation professionnelle sont appuyées pour former les jeunes hommes et femmes à être compétitifs sur le marché du travail :

- Les directeurs des 13 écoles EFTP du programme ont bénéficié d'un appui pour l'organisation de la formation en alternance, la collaboration avec les entreprises et l'inclusion des jeunes défavorisés et handicapés.
- Les capacités des formateurs d'écoles EFTP ont été renforcées, dans la méthodologie de formation, le suivi de l'apprentissage en entreprise et l'évaluation selon l'approche par compétences.
- 121 apprentis de 4 écoles pilotes ont été évalués et certifiés. 187 jeunes ont débuté une formation en alternance dans 7 autres écoles pilotes.
- Des représentants des parents ont été élus dans les 7 écoles EFTP pour intervenir dans le suivi des jeunes durant l'apprentissage.



Les entreprises sont appuyées pour être capables d'offrir des opportunités d'apprentissage sur le lieu de travail :

- Les formateurs en entreprise ont été formés à l'encadrement et l'évaluation des apprentis en entreprise.
- Des visites ont été organisées dans les entreprises pour s'assurer de la bonne qualité des formations.
- Plusieurs activités de renforcement des capacités des entreprises ont été mises en œuvre.
- Enfin, le programme a appuyé des entreprises pilotes dans leur participation à la foire Made in Rwanda.





Les partenaires et l'équipe technique APEFE lors d'une formation en gestion des connaissances



Un apprenti pendant sa période de formation en entreprise avec son formateur de l'entreprise Kigali Cake Empire



L'entreprise BIOHAP Ltd, qui est l'une des entreprises qui forment les apprentis, appuyée pour exhiber ses produits lors de sommet Youthconnect Africa à Kigali.



**EMMANUEL BUHOVU,**  
représentant des apprentis dans la filière de couture à l'école d'EFTP NGARAMA

*Je suis reconnaissant au programme de soutien à l'apprentissage sur le lieu de travail pour les compétences que j'ai acquises lors de la formation en alternance. Je peux dire que cette formation m'a sauvé la vie car il m'était difficile de trouver un emploi durable avec mon seul certificat d'études secondaires. Maintenant, je suis doté de compétences et grâce à ce programme, je suis conscient des possibilités d'emploi et je suis également capable d'analyser l'environnement pour concrétiser mes idées relatives à la création de mon entreprise.*

## LEÇONS APPRIS

La distance entre l'école et les entreprises affecte négativement l'accès aux entreprises par les apprentis et entraîne plus de dépenses pour le logement et le transport. Le programme a donc identifié des entreprises à proximité des écoles pour accueillir les apprentis. La même pratique est conseillée au gouvernement et à PSF pour faciliter l'institutionnalisation de la formation en alternance.

## PARTENAIRES



Le programme est mis en œuvre en collaboration avec différentes institutions gouvernementales, le secteur privé ainsi que les partenaires de la société civile.

### 1) Institutions gouvernementales :

- Le Ministère de la Fonction Publique et du Travail (MIFOTRA)
- Le Ministère de l'Éducation (MINEDUC)
- L'Autorité de Développement de la Main d'œuvre (WDA)
- Le Rwanda Polytechnic (RP)
- Le Rwanda Development Board (RDB)
- Gender Monitoring Office (GMO)

### 2) Le secteur privé :

- La Fédération du Secteur Privé (PSF)
- Chambres et Associations Professionnelles

### 3) Autres partenaires :

- Enabel
- Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand (VVOB)
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- Handwerkskammer Koblenz (Chamber of Skilled Crafts Koblenz)
- SwissContact
- USAID – Huguka Dukore / Akazi Kanoze via Education Development Center (EDC)
- Akazi Kanoze Access



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU



**MARIE-PIERRE NGOMA**  
Administratrice de Programme



APEFE – Rwanda  
KN1 Street, #2360 - Po Box 81 Kigali, Rwanda



T : +250 782 723 969



bureau.kigali@apefe.org  
www.apefe.org  
Facebook: APEFE Rwanda  
Twitter: @ApefeRwanda



Jérôme, ATN chargé de l'aspect managérial, vérifie les feuilles de trésorerie du restaurant Tikaara avec la trésorière Nafissatou

Amélioration de la croissance des entreprises agroalimentaires féminines dans les zones et filières ciblées par le Programme

## CHIFFRES CLÉS



**14** accompagnateurs de proximité formés



**46** entreprises appuyées



**46** kits de bonnes pratiques d'hygiène distribués



**74** autorisations FRA (d'autorisation de fabrication et de mise en vente) provisoires obtenues



**182** personnes formées

## Les femmes entrepreneures moteur du développement au Sénégal

### BÉNÉFICIAIRES

#### Jigeen Ni Tamit

Bénéficiaires visées : 100 entreprises féminines à terme ;  
46 bénéficiaires sélectionnées en 2018 et accompagnées en 2019.

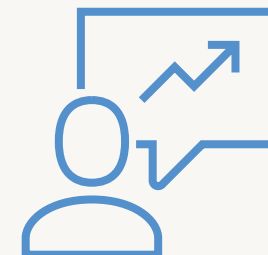


La bénéficiaire type : entreprise individuelle ou collective (solidaire) de transformation agroalimentaire dans 3 filières :

- Lait
- Fruits et légumes
- Halieutique

dans 2 régions :

- Louga
- Thiès



### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



#### Appui institutionnel :

- Participation à l'élaboration de la SNAEF (cadre de référence pour tous les acteurs des secteurs liés à l'autonomisation économique des femmes, en cohérence avec les politiques de l'État)
- Élaboration du cahier des charges de l'observatoire de l'entrepreneuriat féminin en agroalimentaire
- Tenue des CRD (Comité Régional de Développement) dans les régions de Thiès et de Louga : visibilité et reconnaissance du programme par les autorités régionales
- Conception de la plateforme digitale JNT et accompagnement à l'utilisation de celle-ci



#### Formations :

- 6 formations en organisation interne et gestion financière simplifiée
- 6 formations en bonnes pratiques d'hygiène
- 2 formations en marketing
- 2 ateliers de sensibilisation sur les procédures de demande d'autorisation de fabrication et de mise en vente de produits (FRA)
- 22 Missions de coaching de proximité
- 1 atelier de sensibilisation aux différents concepts liés à l'agroécologie



#### Manifestations :

- 3 cérémonies de remise de kits de bonnes pratiques d'hygiène et d'attestations de formation
- 1 hackathon de l'innovation (exemples de projets : tricycle solaire pour la distribution de produits ou création d'une centrale d'achats pour l'importation d'emballages)
- 1<sup>re</sup> Foire à l'Innovation : 43 exposantes dont 22 bénéficiaires du programme JNT



#### Autre :

- 1 mission d'échange de bonnes pratiques en Casamance pour 10 bénéficiaires du programme



Les bénéficiaires du département de Thiès ont reçu un kit de bonnes pratiques d'hygiène afin de les encourager à appliquer les connaissances acquises lors des formations.



Des bénéficiaires du programme Jigeen Ni Tamit en pleine réflexion lors de l'hackathon de l'innovation organisé en octobre. Cet hackathon visait à encourager les entrepreneures à développer des idées innovantes.



Les entrepreneures visitent les unités de transformation halieutique lors d'une mission d'échange de bonnes pratiques pour 10 bénéficiaires du programme en Casamance.



Binta Diedhiou, entrepreneure créative, lors de la Foire à l'Innovation organisée par le programme Jigeen Ni Tamit à la mi-décembre à Dakar.



**DR MARIE DIALLO,**  
à la suite de la cérémonie de remise des kits BPH à Thiès, le 17 septembre 2019

*J'ai toujours travaillé avec des projets, programmes et organisations internationales de tous les continents, mais je n'ai jamais eu un appui, accompagnement avec une démarche aussi révolutionnaire, autant que le programme Jigeen Ni Tamit a fait pour moi en si peu de temps – Nous rédigerons une lettre spéciale de remerciement au Programme pour manifester notre satisfaction totale de cet accompagnement.*



## LEÇONS APPRIS

- Inviter des entrepreneures de différentes régions à la même formation favorise le développement d'un réseautage et de nouvelles opportunités commerciales
- Les rassemblements des bénéficiaires lors de divers événements, tels que la Foire à l'Innovation ou l'hackathon, ont permis de créer une dynamique « Jigeen Ni Tamit »
- Les formations dispensées par le programme ont incité les femmes à développer un réel esprit d'entrepreneure
- Les méthodes actives utilisées dans les formations, le suivi de proximité et l'appui matériel axé sur les performances ont produit un effet d'émulation et insufflé un esprit compétitif au sein des entreprises
- Des rencontres régulières au niveau institutionnel favorisent une implication plus importante du Ministère dans le portage du programme
- Le changement de stratégie pour constituer les bases de données de candidates potentielles, basé sur la diversification des sources d'information individuelles et institutionnelles, permet de sélectionner de meilleurs profils

## PARTENAIRES



### Partenariat institutionnel :

- MFFGPE – Ministère de la Famille, la Femme, du Genre et de la Protection des Enfants
- ANPEJ – Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
- ADEPME – Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
- Direction des Industries de Transformation de la Pêche (Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime)
- FNCF – Fonds National de Crédit pour les Femmes
- FNPEF – Fonds National de Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin, Direction des Industries Animales (Ministère de l'Élevage et des Productions Animales)



### Synergies :

- Entrepreneuriat féminin : Broederlijk Delen, SOLSOC/Green Senegal, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat
- Genre : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat, COSPE, Eclasio
- TAFaé (Task Force Agroécologie) : Broederlijk Delen, Le Monde selon les Femmes/Enda Pronat, Eclasio, SOS Faim, Rikolto
- Informationnelle et mutualisation des ressources en Renforcement des Capacités : Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, CR Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Échos Communication



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



## COORDONNÉES DU BUREAU



**SOPHIE PHAM-HOLLIDAY**  
Administratrice de Programme



APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles  
14 Avenue des Jambaar - BP 6279  
Dakar - SENEGAL



T : +221 33 849 29 76  
G : + 221 77 740 78 65



www.apefe.org

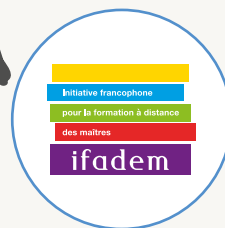


## Professionaliser les maîtres via la digitalisation

Moussa DIOP, l'Assistant techno-pédagogue au stand IFADEM – APEFE entouré d'élèves intéressés par l'exploitation de la tablette lors de la semaine de l'Education de base



Augmentation de la qualité des apprentissages par l'amélioration des compétences linguistiques et pédagogiques des instituteurs de l'enseignement élémentaire dans les régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine



### BÉNÉFICIAIRES IFADEM

- Maîtres de l'élémentaire, titulaires de Certificats Élémentaires d'Aptitudes Pédagogiques (CEAP)
- Directeurs d'école, titulaires de Certificats d'Aptitudes Professionnelles (CAP)
- Inspecteurs

Bénéficiaire type : le maître de l'élémentaire  
Bénéficiaires indirects : les élèves



Elèves filles à la semaine de l'Education de base à Louga où sont présentés les principaux projets d'appui

### CHIFFRES CLÉS



**21** tuteurs, **10** superviseurs et **3** coordonnateurs formés pour encadrer les maîtres



**500** maîtres formés



**1200** tablettes commandées



**1200** dictionnaires commandés

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS

- Formation des Tuteurs, Superviseurs et Coordonnateurs
- Formation de la première cohorte des maîtres
- Atelier d'harmonisation des formes et modalités d'évaluation de la formation IFADEM pour obtenir un cadre réglementaire de sa certification et la formation délivrée : signature d'un nouvel Arrêté ministériel
- Délimitation du périmètre des cohortes 2 et 3 – session de formation 2020 pour 1000 bénéficiaires
- Mise à jour de la Plateforme de formation à distance
- Mise à jour des modules de formation
- Démarrage de l'élaboration des modules complémentaires
- Démarrage de la configuration de 1200 tablettes

### LEÇONS APPRIS

- Augmenter la responsabilisation/sensibilisation des bénéficiaires permet de limiter et de réduire de manière drastique les cassures d'écran
- Pour une meilleure préservation de l'équipement, exiger dans les spécifications techniques un clavier intégré à la housse de protection
- Sur la base du constat de la baisse du coût de la tablette et de l'acceptation par les bénéficiaires d'une prise en charge des réparations, envisager le cofinancement avec le Ministère pourrait garantir la durabilité
- Déployer une écoute et une flexibilité pour mieux répondre aux demandes émanant du terrain permet une meilleure prise en charge des priorités nationales



Elèves garçons à la semaine de l'Education de base à Louga où sont présentés les principaux projets d'appui



Un groupe de maîtres bénéficiaires lors du lancement de la formation de la première cohorte à Kaolack

## PARTENAIRES



### Partenaire institutionnel :

- Ministère de l'Education nationale (MEN)

### Synergies :

- Informationnelle et mutualisation des ressources en renforcement des capacités : Broederlijk Delen, Eclasio, Rikolto, Croix Rouge Belgique, ARES, Exchange Expertise, VVSG, SOS Faim, Echos Communication.
- Qualité : OIF et AUF garants de la qualité de la formation



Ce programme est financé par la Coopération belge au Développement (DGD).



**PAPA SEYDOU SY,**  
tuteur IFADEM

*J'accompagne le projet de formation IFADEM depuis la première génération en tant que tuteur au niveau de la circonscription de Kaolack/département.*

*Cette année encore, nous avons démarré la formation sur l'appropriation de la tablette et tout l'environnement qui tourne autour de toutes les applications. Mais bien avant cela, une rencontre de partage et de stabilisation entre concepteurs, superviseurs et tuteurs s'est tenue avant le début la formation des formés. Ce regroupement important a permis à tous les acteurs de revisiter les différents niveaux d'organisation de la formation.*

*Personnellement, je vois que la formation est très utile, très pertinente et très formatrice du niveau des tuteurs et comme des tutorés.*

*Du côté des tuteurs, le modèle de cette formation a un impact positif et observable par rapport à la maîtrise des contenus. Et d'autre part, la formation permet aux enseignants d'entrer dans l'ère incontournable du numérique.*



Les concepteurs de contenus et les partenaires OIF-AUF lors de l'atelier d'évaluation des modules de formation IFADEM de la phase expérimentale



## COORDONNÉES DU BUREAU



**SOPHIE PHAM-HOLLIDAY**  
Administratrice de Programme



APEFE - Délégation générale Wallonie-Bruxelles  
14 Avenue des Jambaa - BP 6279  
Dakar - SENEGAL



T : +221 33 849 29 76  
G : + 221 77 740 78 65



[www.apefe.org](http://www.apefe.org)



## Augmenter les opportunités d'emplois pour les jeunes, chômeurs, déscolarisés et migrants de retour dans les 4 régions



Fès, décembre 2019

Développement d'un dispositif « formation en alternance – insertion professionnelle » dans quatre régions du Sénégal, Dakar, Diourbel, Kolda et Louga. Renforcer les compétences et l'employabilité des jeunes bénéficiaires dans les secteurs du BTP, de l'eau para-agricole et de la transformation des produits agroalimentaires, en vue d'améliorer leur insertion sur le marché du travail.



### BÉNÉFICIAIRES

#### DEFI-Archipelago

Archipelago est une initiative pour la formation professionnelle, financée par le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFU) de l'Union européenne. Son objectif principal est d'améliorer l'employabilité des jeunes, et en particulier des jeunes femmes et filles, par des actions ciblées de formation professionnelle et de renforcement des capacités entrepreneuriales des dirigeants de PME dans 12 pays de l'Afrique de l'ouest et de la zone du Lac Tchad.

Partant d'une analyse des besoins des entreprises dans 4 régions du Sénégal, DEFI-Archipelago ambitionne de développer une offre de formation en alternance professionnalisante de court terme dans les secteurs du BTP, des filières de l'aquaculture et de la transformation agro-alimentaire pour doter les jeunes des compétences requises et de la certification y afférente. Le projet est porté par des structures privées et publiques du Sénégal et de Belgique dans le cadre normatif de la Charte sur la mise en œuvre de programmes de formation professionnelle duale au Sénégal, initiative conjointe de l'Etat, du Patronat et des Syndicats sénégalais, datant de 2018.

#### Bénéficiaires :

- Les Centres de Formation Professionnelle sont appuyés pour le renforcement des capacités des formations techniques dans les 3 secteurs retenus
- Les Chambres de Commerce sont appuyées pour le renforcement des capacités des aspects entrepreneuriaux et services aux entreprises
- Les bénéficiaires finaux du programme Défi-Archipelago bénéficiant de ces services et formations sont les jeunes chômeurs, déscolarisés et migrants de retour issus des 4 régions d'intervention. La tranche d'âge de ces bénéficiaires est fixée entre 15 et 40 ans.

### CHIFFRES CLÉS



**1** coordinateur local recruté à Dakar



**1** rencontre entre les principaux demandeurs et co-demandeurs organisée au Maroc



**600.000** euros de financement de l'Union Européenne

### ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



Le projet a démarré en décembre 2019 par le recrutement du coordinateur local basé à Dakar. Ce recrutement a été suivi par une rencontre organisée à Fès, Maroc, par SEQUA – coordinateur du consortium Archipelago – réunissant les principaux demandeurs et co-demandeurs des projets retenus pour un financement.



Suite à cette rencontre, les équipes ont été mises en place à la Chambre de Commerce et d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD), comme au siège de l'APEFE à Bruxelles.

### LEÇONS APPRISSES



- Appropriation totale du projet par les co-demandeurs sénégalais, influant positivement dès le démarrage sur le dynamisme et l'implication de toutes les parties prenantes vers l'atteinte des objectifs du projet
- Opportunité inédite de chercher à répondre au chômage des jeunes en mobilisant les entreprises et centres de formation sénégalais et européens, évoluant dans des écosystèmes caractérisés par des communautés d'affaires différentes mais visant les mêmes objectifs.
- Complexité de planifier, de budgétiser, et d'organiser le démarrage d'un projet très ambitieux, impliquant de nombreux partenaires dans un cadre de mise en œuvre limité au niveau des moyens et de la durée d'exécution.



**ABDOUL AZIZ SABALY,**  
chef du département Formation Consulaire  
de la Chambre de Commerce, d'Industrie et  
d'Agriculture (CCIAD) de Dakar

Le programme ARCHIPELAGO touche une cible qui est vulnérable, les jeunes et les femmes, pour apporter du savoir-faire, de la compétence avec internet, soit de créer d'intégrer des entreprises ou soit de créer une activité génératrice de revenus. Donc c'est un programme qui vise aussi à fixer les jeunes sur leur territoire et ainsi réduire l'émigration. On peut dire que c'est bienvenu parce que les jeunes ont envie de quitter nos pays pour venir en Europe, car la situation n'est pas toujours favorable. En les formant, en leur donnant des compétences et en les initiant à l'entrepreneuriat cela pourrait aider à les stabiliser, à les faire rester sur place et à entreprendre pour obtenir d'autres conditions de vie.



**FRANÇOIS VANDER AUWERA,**  
responsable financier de l'APEFE

C'est en décembre 2019 qu'a été organisé à Fès une session de formation pour les porteurs du projet Archipelago. Ce fut l'occasion pour les différents demandeurs et leurs partenaires, faisant partie des 11 projets lauréats issus du premier appel à propositions, de se rencontrer en prenant connaissance mutuellement des projets proposés par leurs pairs et d'échanger des expériences en s'imprégnant des normes, procédures et méthodes tant administratives et financières qui seront le fil rouge de leurs relations avec la dynamique équipe de suivi du programme Archipelago.



**MAHAMADOU DABO,**  
chef de département financier et comptable  
de la Chambre de Commerce, d'Industrie et  
d'Agriculture (CCIAD) de Dakar

Je pense que c'est un bon projet qui vient en son nom parce l'objectif c'est de régler le problème de l'émigration. C'est une préoccupation dans notre pays et d'une manière générale au niveau des pays du Sahel, d'autant plus que ce projet permet de freiner l'émigration des jeunes. Maintenant, l'objectif c'est d'aider les femmes et les migrants qui sont de retour. Donc l'objectif recherché est de renforcer les capacités des jeunes en leur donnant une formation adéquate qui leur permet de s'insérer dans le tissu économique.



## PARTENAIRES



### Consortium Archipelago :

- Sequa (Lead)
- CPCAF
- Eurochambres
- UE

### Partenaires du projet : APEFE (demandeur principal) et les Co-Demandeurs :

- Chambre de Commerce et d'Agriculture de Dakar (CCIAD) et les CCIA affiliées des régions de Louga, Kolda et Diourbel, Sénégal
- Chambre Wallonne de Commerce et de d'Industrie (CCIW) Belgique
- Office National de la Formation Professionnelle (ONFP) Sénégal
- Centre d'Etudes et de Recherche en Aquaculture (CEFRA) Belgique - Université de Liège

### Associés :

- Agence Nationale d'Aquaculture Sénégal
- Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon
- Centre sectoriel des métiers du bâtiment et des travaux publics Sénégal
- Centre de Formation et d'Appui aux Métiers (CEFAM) de Louga Sénégal
- ATS (Association de Solidarité Internationale) Belgique



Programme financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence pour l'Afrique (FFU), Union Européenne



## COORDONNÉES DU BUREAU



**ANNE COPPENS**



APEFE a.s.b.l.  
Place Saintelette 2  
1080 Bruxelles



T : +32 2 421 8639



Bénin, Burkina Faso, Burundi, RD du Congo, Guinée, Haïti, Maroc, Palestine, Rwanda, Sénégal, Tunisie, Vietnam

**Pour une coopération interentreprises Wallonie-pays partenaires créatrice de valeur(s) au service du développement humain durable**



**Renforcement des compétences et promotion des partenariats entre les acteurs entrepreneuriaux des pays de coopération et de la Wallonie.**

Séminaire de renforcement des compétences techniques et de gestion du personnel de la société béninoise HYDRO-GENIE sarl.

## CHIFFRES CLÉS



**7** entreprises et institutions intermédiaires ont été renforcées



**8** nouvelles conventions de partenariat signées en 2019 dont **7** avec des acteurs entrepreneuriaux de la Wallonie et **1** avec un réseau regroupant les chambres consulaires de l'Afrique francophone



**60** apprenants (techniciens, employés...) ont bénéficié d'une formation

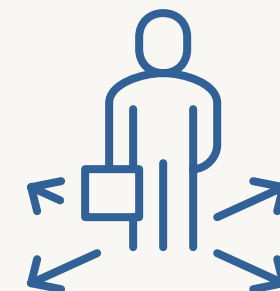


## BÉNÉFICIAIRES

« **EntrePaires : Entreprises Partenaires pour le Développement** »  
Programme de cofinancement de projets d'appui aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) et aux organisations intermédiaires des pays partenaires de la coopération de la Wallonie

**Bénéficiaires :** les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat des pays prioritaires de la coopération de la Région wallonne.

**Parties prenantes :** les PME du secteur formel, les organisations intermédiaires d'appui, les centres de formation à l'entrepreneuriat de la Région wallonne.



## ACTIVITÉS RÉALISÉES EN 2019 & RÉSULTATS ATTEINTS



- Lancement d'un appel à propositions à l'adresse des acteurs entrepreneuriaux de la Wallonie
- Signature de nouvelles Conventions de partenariat entre l'APEFE et ces acteurs
- Signature de lettres d'intention et de protocoles d'accords entre les acteurs entrepreneuriaux de la Wallonie et ceux des pays d'intervention
- Appui à des projets de renforcement des compétences des acteurs entrepreneuriaux des pays d'intervention
- Soumission en tant que chef de file d'un consortium (impliquant, entre autres, les Chambres wallonnes de Commerce et d'Industrie et la Chambre de CI de d'Agriculture de Dakar) d'une proposition (dénommée « Développement d'un dispositif « Formation en alternance –Insertion professionnelle » dans quatre régions du Sénégal : DEFI ») dans le cadre d'un appel à propositions lancé par le programme ARCHIPELAGO (financé par le Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'UE). Obtention du marché et démarrage du programme en décembre 2019 pour une durée de 28 mois.
- Signature d'une Convention de partenariat entre l'APEFE et la Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines Francophones (CPCCAF). Acteur majeur du développement du secteur privé africain, la CPCCAF est forte d'un réseau francophone de 31 pays. Le CPCCAF et l'APEFE entendent collaborer autour de projets communs permettant de renforcer l'employabilité des personnes, de développer des formations techniques et d'appuyer l'entrepreneuriat dans les pays d'Afrique francophone.

## LEÇONS APPRIS



Le lancement d'un appel à propositions à cadence annuelle doit être précédé par un travail de sensibilisation, d'information et d'accompagnement des acteurs entrepreneuriaux au partenariat économique international.



Mission en Belgique du partenaire béninois. Elaboration collaborative d'outils et évaluation de leur pertinence notamment en matière d'assurance qualité.





## PARTENAIRES



Les partenaires de l'APEFE sont les acteurs entrepreneuriaux (PME, organisations intermédiaires d'appui, centres de formation...) des pays prioritaires de coopération et de ceux de la Wallonie. L'ensemble de ces acteurs signent une Convention de partenariat qui détermine les contributions respectives à la réalisation des activités de renforcement.



“

HYDRO-R&D  
International

*Le programme Entre Pairs nous a permis de réellement progresser dans notre relation partenariale avec notre associé béninois et nous serions intéressés de poursuivre notre appui.*

”



## COORDONNÉES DU BUREAU

WALTER COSCIA

APEFE  
2, place Saintelette  
1080 Bruxelles  
Belgique

T : +32 (0)2 421.83.78

w.coscia@apefe.org

Dans le cadre de son parcours d'apprentissage et de sa réflexion stratégique, l'APEFE a procédé à un état des lieux des stratégies de communication de ses programmes.



A cette fin, elle a organisé un « séminaire intégrité et communication » du 18 au 22 novembre 2019 à Marrakech avec des ateliers d'accompagnement dans cette stratégie nouvelle permettant l'appropriation des programmes et la transférabilité aux partenaires locaux.

Ce séminaire a rassemblé les administrateurs de programme et les chargés de communication de ses 10 pays d'action, le directeur du siège de l'APEFE, Stéphan Plumet, le Délégué Wallonie Bruxelles de Rabat, Moto-nobu Kasajima et la responsable communication du siège de l'APEFE, Fanny Tabart.

Cet événement a permis un moment d'échange des bonnes pratiques afin de placer la stratégie de communication en résonance avec les attentes de l'APEFE, de la DGD et de ses partenaires. L'objectif de cette action était de renforcer la stratégie de communication, la visibilité et l'impact des programmes et de mettre en valeurs les partenaires pour optimiser l'appropriation des résultats et leur durabilité.

Diverses thématiques ont été abordées telles que la construction d'une stratégie de communication, l'appropriation, la visibilité, les cibles, le choix des supports, les relations avec la presse, le droit et les législations et le financement.

L'objectif était qu'au bout de cette semaine, les participants maîtrisent en théorie et en pratique les éléments clés de l'élaboration d'une stratégie de communication et de relations publiques et maîtrisent les canaux et supports usuels de communication exploitables par l'APEFE dans une dynamique de partage et de gestion de la connaissance.



Les ateliers ont été animés par Jérôme Martens et Patrick Blaise, experts en communication à Wallonie-Bruxelles International (WBI) ainsi que par Maha El Bchiri, responsable communication du programme Min Ajliki et Benoit Stiévenart, administrateur du programme Min Ajliki.

Il s'agissait aussi de profiter de cette occasion pour placer l'intégrité au centre de la communication.

En effet, en signant en juin 2018 la charte d'intégrité proposée par le Ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo, l'APEFE s'est engagée en faveur d'un comportement éthique respectueux des droits et des personnes.



Cette signature induit plusieurs devoirs dont celui de se doter d'un code éthique; celui aussi d'assurer, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur la diffusion des principes dont il est objet.

Les différents devoirs et mécanismes de signalements ont été développés par le Directeur de l'APEFE et argumentés par des cas pratiques de situations vécues par les administrateurs de programmes dans les différents pays d'actions de l'APEFE.

Les administrateurs de programmes ont ensuite transmis l'information concernant ces nouvelles réglementations à leurs équipes respectives.

Ce séminaire intégrité et communication fut également une belle expérience de team building et de collaboration avec WBI.

# 2019



## Financements de Wallonie-Bruxelles International (WBI) en 2019

### APPUI À L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE POUR LE SAHARA ET LE SAHEL AU BURKINA FASO

Dans le cadre du programme de travail bilatéral entre WBI et le Gouvernement du Burkina Faso adopté lors de la dernière session de la commission mixte permanente tenue en novembre 2017, l'APEFE bénéficie d'une subvention qui lui permet de renforcer les compétences de la Coordination nationale de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel. Cette action complète l'intervention de l'APEFE menée dans le cadre du programme quinquennal (2017-2021) financé par la Coopération Belge au Développement (DGD). Elle consiste à opérationnaliser la stratégie et le plan de communication de l'IGMVSS au Burkina Faso à travers l'atteinte des résultats suivants :

- La circulation de l'information au sein de l'IGMVSS est améliorée.
- Un grand nombre de parties prenantes à la mise en œuvre de l'IGMVSS ont adhéré à la vision et aux objectifs de l'initiative.
- Les capacités techniques des acteurs sont renforcées en vue d'une mise en œuvre efficace de la stratégie de communication de l'IGMVSS.
- La visibilité des actions de l'IGMVSS est améliorée au niveau régional et national.
- Les bonnes pratiques de gestion durable des ressources naturelles sont largement diffusées et appropriées par les acteurs de développement.

### CONTRIBUTION DE WBI AU PROGRAMME D'APPUI À LA FORMATION DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DE LA MÉDECINE PHYSIQUE RÉADAPTATION (MPR) AVEC UNE ATTENTION POUR LE GENRE AU BURKINA FASO

Le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation a pour objectif de contribuer à l'accès aux soins de réadaptation de qualité, au bénéfice des personnes atteintes d'une incapacité avec une attention particulière pour les personnes les plus vulnérables au Burkina Faso, dans les zones de Ouagadougou et Tenkodogo. C'est dans ce cadre que WBI cofinance le programme d'appui à la formation des professionnels du secteur de la Médecine Physique Réadaptation (MPR), avec une attention pour le genre afin d'assurer les conditions de lancement de la formation initiale des kinésithérapeutes et de la création de l'Ecole Supérieure pour permettre le développement de la MPR au Burkina Faso.

### PROJET DE RENFORCEMENT DU PROGRAMME D'APPUI À LA CRÉATION D'EMPLOI ET DE REVENUS DURABLES (PACERD) EN HAÏTI

WBI apporte un appui au volet entrepreneuriat via le financement de kits de démarrage attribués à des jeunes vulnérables et en particulier les jeunes femmes et filles mères issues des formations mobiles afin de leur permettre de lancer une initiative entrepreneuriale qui leur donne accès à un revenu durable. Le défi constitue pour chaque filière à définir d'abord les critères d'attribution. Les 8 filières visées sont: cuisine pâtisserie commerciale, cosmétologie, entretien et réparation de moto, techniques agricoles, transformation de produits agricoles, énergies renouvelables, carrelages et les nouvelles filières porteuses.

Dans le cadre de ce partenariat, des bourses d'études ont également été attribuées en 2019 à des jeunes vulnérables pour leurs études en sein d'un centre de formation professionnelle.

### AFFECTATION D'UN EXPERT AUPRÈS DE LA CONFEMEN AU SÉNÉGAL

Grâce au financement de WBI, un expert en analyse des politiques éducatives a été mis à disposition depuis 2018 auprès du Secrétaire Général de la CONFEMEN, dont le siège est situé à Dakar. Cet expert est notamment en charge de contribuer à l'élaboration des plans annuels et pluriannuels de la CONFEMEN, de coordonner et assurer la mise en œuvre des activités de l'observatoire de la qualité de l'éducation, de préparer et organiser les sessions ministérielles, les réunions de bureau, les réunions techniques et les débats sur les thématiques en éducation. Il représente également la CONFEMEN lors de missions à l'étranger et porte son message au niveau international en appui au Secrétaire Général. L'expert a mis fin à son contrat en décembre 2019.

### AFFECTATION D'UN EXPERT AUPRÈS DE L'IFEF AU SÉNÉGAL

Suite à l'Arrêté de Subvention signé en février 2018, WBI octroie un financement à l'APEFE pour l'affectation d'un expert auprès de l'Institut de la Francophonie pour l'Education et la Formation (IFEF) à Dakar. Depuis 2 ans, l'IFEF bénéficie de la mise à disposition d'Eric Huby, expert en formation et insertion professionnelles des jeunes. Il intervient sur différents volets :

- Sur le plan des politiques sectorielles « formation professionnelle et technique »
- Sur la thématique de l'Approche par Compétence (APC)
- Sur le volet « insertion professionnelle »
- Sur le plan quadri-annual 2019-2022
- Sur la diversification des partenaires techniques de l'IFEF et plus spécialement du programme formation et insertion professionnelle des jeunes

Appui à l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel au Burkina Faso.



Programme d'appui à la création d'emploi et de revenus durables (PACERD) en Haïti



Affectation d'un expert auprès de la CONFEMEN au Sénégal





## **PARTENARIAT AVEC ENABEL AU BÉNIN**

Dans le cadre du programme de renforcement des compétences techniques des professionnels de la santé (sages-femmes, infirmiers, kinésithérapeutes, techniciens sanitaires, techniciens en génie biomédical) à travers les programmes de formation initiale et la formation continue mis en place par l'APEFE au Bénin, Enabel a organisé un atelier de validation des modules de formations, de sessions de formation des techniciens hospitaliers de niveau inférieur au baccalauréat par les actions de formation en maintenance préventive et corrective, de sessions de formation des techniciens hospitaliers de niveau supérieur au baccalauréat (niveau 2) par les actions de formation en maintenance préventive et corrective et dotation des techniciens hospitaliers en matériels techniques.

Grâce à ce partenariat, 94 agents de maintenance, en poste dans les structures hospitalières, ont bénéficié d'une formation continue en électricité, plomberie, mécanique et froid.

Les synergies entre opérateur belges de la coopération, à l'instar de la synergie entre les programmes APEFE et ENABEL, permettent de mutualiser les moyens financiers et humains, pour une plus grande efficacité et un meilleur impact au profit des bénéficiaires.



## **PARTENARIAT AVEC ENABEL DANS LE CADRE DU « PROGRAMME JUNIOR »**

Le « Programme Junior » d'Enabel, offre l'opportunité à de jeunes professionnels de partir travailler dans un pays en développement au Sud afin d'acquérir de l'expérience professionnelle et de donner un tremplin à leur carrière. C'est dans ce cadre que l'APEFE a bénéficié des compétences d'une Experte Junior en communication, Karin Moehler, qui a rejoint l'équipe du programme d'appui à l'entrepreneuriat féminin à Dakar en février 2019.



## **VALORISATION DE L'IMAGE DE LA WALLONIE AU MAROC**

En 2019, des fonds Wallons ont été attribué au programme Min Ajliki et ont permis de travailler sur l'évaluation d'impact du programme qui porte sur l'amélioration qualitative de l'entrepreneuriat et l'employabilité des femmes au Maroc et s'inscrit dans le contexte plus large du parcours d'apprentissage évaluation d'impact géré par le comité de pilotage.

Dans ce cadre, plusieurs actions ont été réalisées dans la région de Fès Meknès selon les besoins spécifiques de chaque cible. Ces actions consistent à fournir un accompagnement personnalisé et de proximité aux femmes porteuses de projets via des ateliers pratiques afin qu'elles puissent mieux s'outiller, agir et mieux réagir face aux défis de l'entrepreneuriat au Maroc.

Les différentes catégories de femmes bénéficiaires sont : les femmes porteuses de projets, femmes ayant accès aux services de micro finances, les femmes travaillant dans l'économie sociale et solidaire et les femmes cheffes d'entreprises (incubation, mentorat, suivi pré et post création, appui et accompagnement des réalisations de projets et formations transversales).

De plus, des ateliers de renforcement des capacités institutionnelles et managériales des partenaires du programme ont été organisés.



## **RECRUTEMENT D'EXPERTS DANS LE CADRE DU CONTRAT CADRE EUROPÉEN (IBF)**

L'APEFE a intégré en 2018 un consortium de 16 partenaires, mené par IBF, International Consulting, pour participer à un Contrat cadre UE relatif au développement Humain de la DG DEVCO.

Les contrats-cadre UE fournissent aux pays bénéficiaires des programmes d'aide extérieure de la Commission Européenne le recrutement rapide d'expertise pour répondre à des problématiques particulières, ou préparer le terrain pour des initiatives prévues dans le Programme Indicatif National. Sur le plan opérationnel, il permet de disposer d'experts dans un délai d'un mois maximum.

Dans ce contexte, l'APEFE recrute constamment des ressources humaines et des experts pour intervenir dans des missions d'identification, de formulation, de formation ou encore d'évaluation dans les domaines de l'Education, Formation Professionnelle, Education tout au long de la vie (LLL), Culture, Santé, Inclusion et Protection sociale, Recherche et Innovation.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site internet de l'APEFE. Les experts peuvent postuler en envoyant leur CV à Nathalie Forsans (n.forsans@apefe.org).



L'APEFE est une association sans but lucratif. Ses instances se composent d'une Assemblée générale et d'un Conseil d'Administration. L'Association a été rapprochée en 1992 de l'Organisme d'intérêt public Wallonie-Bruxelles Internationale (WBI) dont la fonctionnaire-dirigeante, en sa qualité d'Administratrice générale, est également l'Administratrice déléguée de l'APEFE.

La présidence de l'Assemblée générale est assurée par le Ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles ayant les relations internationales dans ses attributions, assisté de quatre Vice-Présidents, respectivement le Ministre de la FWB ayant l'éducation dans ses attributions, le Ministre-Président du Gouvernement wallon, le Ministre wallon ayant les relations extérieures dans ses attributions ainsi que le Ministre fédéral ayant la Coopération au développement dans ses attributions. Les autres membres sont issus des administrations fédérales et fédérées ou d'institutions ayant un lien avec l'objet social de l'association. Les mandats sont gratuits.

## MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

<b>Rudy DEMOTTE</b>	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
<b>Willy BORSUS</b>	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
<b>Alexander DE CROO</b>	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
<b>Marie-Martine SCHYNS</b>	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
<b>Pascale DELCOMMINETTE</b>	Administratrice Déléguée de l'APEFE, Administratrice Générale de WBI
<b>Francis BRANCART</b>	Directeur Direction de la Politique environnementale, Département des politiques européennes et des Accords internationaux, Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement (DGARNE)
<b>Nicole BARDAXOGLU</b>	Représentante ARES Directrice-Présidente Haute Ecole Libre de Bruxelles Ilya PROGOGINE
<b>Christian CARETTE</b>	Inspecteur général – Département Relations bilatérales, Wallonie-Bruxelles International
<b>Vinciane DE KEYSER</b>	Secrétaire générale adjointe, Fédération de l'enseignement supérieur catholique (FEDESUC)
<b>Frédéric DELCOR</b>	Secrétaire général, Fédération Wallonie Bruxelles
<b>Roberto GALLUCCIO</b>	Administrateur-délégué, Conseil des Pouvoirs Organisateur de l'Enseignement Officiel Neutre Subventionné (CPEONS)
<b>Lise-Anne HANSE</b>	Directrice générale, Direction de l'Enseignement obligatoire, Administration générale de l'Enseignement et de la recherche scientifique, Fédération Wallonie-Bruxelles
<b>Chantal KAUFMANN</b>	Directrice générale adjointe à la Direction générale de l'Enseignement non-obligatoire
<b>Alain LAITAT</b>	Direction générale de la Santé, Fédération Wallonie-Bruxelles
<b>Philippe LEBAILLY</b>	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux, Représentant CIUF – CUD – Commission universitaire pour le Développement
<b>Michèle LEDENT</b>	Directrice, Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
<b>Thierry LEMOINE</b>	Chargé des relations internationales, Direction des programmes fédéraux et internationaux, Département des programmes de recherches, Direction générale opérationnelle de l'Économie, de l'Emploi et de la Recherche
<b>Amar DERNI</b>	Directeur Général adjointe Direction Générale de l'Enseignement Non-Obligatoire et de la Recherche Scientifique
<b>Stéphane MARNETTE</b>	Directeur général, Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
<b>Catherine STASSER</b>	Directrice à la Direction des Politiques, Transversales des Région/Communauté
<b>Pierre DUEZ</b>	Professeur Université de Mons Représentant ARES
<b>Marie-Christine VAN BOCKESTAL</b>	Administratrice générale du FOREM
<b>Christian LECLERCQ</b>	Chargé de mission à la Direction générale de la culture
<b>Philippe MONFILS</b>	Député Européen
<b>Danielle MOREAU</b>	Chef de service Programmes d'appui aux acteurs de la coopération Wallonie Bruxelles International (WBI)
<b>Fabrice PRIMONT</b>	Directeur de la Coopération bilatérale direct Wallonie Bruxelles International (WBI)
<b>Jean-Louis THONNARD</b>	UCL Institut de Neurosciences
<b>Fabrice AERTS-BANKEN</b>	Directeur général à la direction générale de l'enseignement obligatoire, Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles Chef de cabinet adjoint à la Communauté Française
<b>Marie-Kristine VAN BOCKESTAL</b>	Administratrice Générale du FOREM

Le Conseil d'Administration possède les pouvoirs les plus étendus pour assurer la réalisation des objectifs et des intérêts de l'organisation. Il se réunit au minimum deux fois par an, en juin et en décembre. En juin, pour faire approuver les comptes par l'Assemblée générale et en décembre, pour valider le projet de l'année suivante. Il est aussi impliqué dans l'élaboration des orientations stratégiques de l'APEFE.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
<b>Rudy DEMOTTE</b>	Ministre-Président de la Fédération Wallonie Bruxelles et Secrétaire du Gouvernement, Président de l'APEFE
<b>Willy BORSUS</b>	Ministre Président de la Wallonie, Vice-Président de l'APEFE
<b>Alexander DE CROO</b>	Ministre fédéral de la Coopération au Développement, de l'Agenda numérique, des Télécoms et de la Poste, Vice-Président de l'APEFE
<b>Marie-Martine SCHYNS</b>	Ministre de l'Enseignement obligatoire, Vice-Présidente de l'APEFE
<b>Pascale DELCOMMINETTE</b>	Administratrice Déléguée de l'APEFE, Administratrice Générale de WBI
<b>Francis BRANCART</b>	Directeur Direction de la Politique environnementale Département des politiques européennes et des Accords internationaux Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
<b>Christian CARETTE</b>	Inspecteur général Wallonie Bruxelles International (WBI)
<b>Laura Gaelle LEMETAYER</b>	Unité Relations Internationales - ACTIRIS
<b>Anne DECHAMPS</b>	Chef de service WBI Wallonie Bruxelles International (WBI) RDC, Rwanda, Burundi Francophonie : programmes (environnement et développement durable)
<b>Vinciane DE KEYSER</b>	Secrétaire générale adjointe de la FEDSUC
<b>Frédéric DELCOR</b>	Secrétaire général
<b>Roberto GALLUCCIO</b>	Administrateur délégué du CPEONS
<b>Lise-Anne HANSE</b>	Directrice générale à la Direction de l'Enseignement obligatoire Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique
<b>Chantal KAUFMANN</b>	Directrice générale à la DGENORS
<b>Alain LAITAT</b>	Direction générale de la Santé Fédération Wallonie Bruxelles
<b>Philippe LEBAILLY</b>	Professeur à la Faculté universitaire des Sciences agronomiques de Gembloux Economie et développement Représentant de l'ARES
<b>Michèle LEDENT</b>	Directrice Direction générale Opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie
<b>Thierry LEMOINE</b>	Direction des Technologies, de la Recherche et de l'Energie
<b>Stéphane MARNETTE</b>	Directeur général Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé
<b>Catherine STASSER</b>	Directrice à la Direction des Politiques Transversales des régions/communautés
<b>Marie-Kristine VAN BOCKESTAL</b>	Administratrice Générale du FOREM
<b>Alain VERHAAGEN</b>	Directeur coopération bilatérale indirecte/Francophonie Chargé de cours ULB
<b>Vincent WERTZ</b>	Représentant ARES Ecole Polytechnique de Louvain
<b>Fabrice AERTS-BANKEN</b>	Directeur général à la direction générale de l'enseignement obligatoire, Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles Chef de cabinet adjoint à la Communauté Française